

Le temps révolu des prêtres journalistes agricoles dans la Région Nord-Pas-de-Calais

Un patron de presse au Louvre-Lens

Par Marie-Christine Allart

Les journalistes agricoles rendent compte des débats, de l'actualité professionnelle. Ils travaillent dans des médias généralistes ou spécialisés sur le plan national ou local ; ils peuvent être aussi employés par des coopératives ou des entreprises pour des bulletins internes. Ils ont généralement une double formation : ingénieur en agriculture ou en agronomie et journaliste. Leur titre de journaliste découle de la détention de la carte de presse mise en place par la loi Brachard qui a créé en 1935 un statut de journaliste professionnel.

Les personnes qui prenaient la plume au temps des premiers journaux agricoles, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, n'étaient pas journalistes. Ils ne se considéraient d'ailleurs pas comme tels car l'écriture d'articles ne représentait qu'une activité parmi d'autres. Ils étaient avant tout, de multiples façons, au service de l'agriculture. Être journaliste voire rédacteur en chef d'un journal pouvait ne constituer qu'une activité partielle. Pourquoi des prêtres ont-ils assumé des fonctions journalistiques ? Dans le syndicalisme agricole, les journalistes sont avant tout des techniciens, des amateurs comme le montre l'exemple de *L'Agriculture de la Région du*

On en a fait le symbole de « la bourgeoisie triomphante ». Buste large, embonpoint pesant, mains appuyées sur les genoux, le patron de presse Louis-François Bertin a tout de l'homme d'affaires sûr de ses convictions. La formule de Guizot « enrichissez-vous par le travail et l'épargne » semble lui être destinée. Édouard Manet parle à son propos d'un « bouddha de la bourgeoisie cossue, repue et triomphante ». Ce tableau est depuis le 4 décembre l'une des œuvres phares exposées dans le tout nouveau Louvre-Lens.

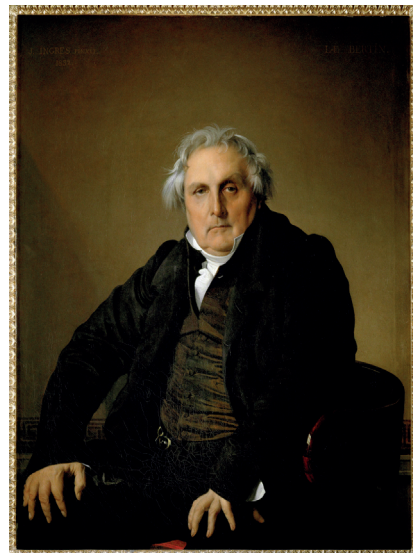
Lorsque Dominique Ingres expose son portrait en 1833, Louis-François Bertin est un homme qui compte dans le Paris de la monarchie de Juillet. Né le 14 décembre 1766 dans la capitale, il a acheté en 1799, avec son frère, *Le Journal des débats* où pour défendre les idées conservatrices il a su attirer Chateaubriand, Nodier, et bien d'autres belles signatures. Le succès de son quotidien et ses idées royalistes lui valent d'être emprisonné et exilé à l'île d'Elbe dès 1800. Il ne peut rentrer en France que cinq ans plus tard où, par prudence, il rebaptise son périodique *Le Journal de l'Empire*. En 1811, il lui est pourtant confisqué par décret impérial.

L'Empereur à son tour à l'île d'Elbe, il reprend possession de son journal qui retrouve son titre initial. Partisan chaleureux de la Restauration, il juge plus prudent d'accompagner Louis XVIII à Gand durant la période des Cent-Jours. Comme Chateaubriand, Bertin s'oriente vers une monarchie constitutionnelle, combattant les ultras et prenant ses distances avec le régime de Charles X.

Tout naturellement, en 1830, il se rallie à Louis-Philippe.

L'orléanisme qui se voulait du « juste-milieu » glisse vers la droite. La « résistance » vient à bout du « mouvement ». Les complots se multiplient contre le régime qui en sort pourtant renforcé. Les journaux d'opposition sont poursuivis, Bertin soutient le régime qu'il a contribué à installer. En cette année 1832, Lens n'est encore qu'une petite bourgade agricole de quelque 2 500 habitants, à Paris Dominique Ingres est à son chevalet pour un portrait que lui a commandé le patron du *Journal des débats*. Au prix de longs efforts, comme le peintre le dit lui-même, il en sort une œuvre magistrale dont chacun souligne la précision : défauts du visage, désordre de la chevelure, rendu des vêtements... Comme l'écrit un contemporain : « c'est un homme que l'on voit et non un tableau ».

Louis-François Bertin meurt en 1841. Son frère, Pierre-Louis, qui l'avait longtemps secondé dans la rédaction du *Journal des débats*, disparaît l'année suivante. Après la mort de Louis-François, le quotidien est dirigé par ses deux fils, Louis-Marie-Armand de 1841 à 1854, puis François-Édouard de 1854 à 1871. Rallié à la République conservatrice, le journal perd peu à peu de son influence, il n'en continue pas moins de paraître jusqu'en août 1944.



© Musée du Louvre, Dist. RMN / Erich Lessing.

suite de la page 1

Nord ou *L'A.R.N.* Mais un journal syndical concurrent, *L'Écho des syndicats agricoles*, fut lancé par le chanoine Outters, et nous verrons qui furent ces prêtres journalistes dans le syndicalisme confessionnel¹.

■ Le monde des journalistes agricoles : des militants multifonctions

À la fin de XIX^e siècle, lorsque naissent les grands journaux agricoles, les journalistes ne sont pas des hommes faisant profession d'informer, mais des hommes politiques, des hommes d'affaires, des écrivains ou des artistes. Comme les journaux agricoles découlent des bulletins des sociétés savantes d'agriculture, les signataires des articles techniques dont les noms reviennent le plus fréquemment, ceux qui sont cités dans les comités de rédaction correspondent à des personnes qui possèdent avant tout une solide formation agricole.

Georges Maréchal, l'initiateur de *L'A.R.N.* qui en devient le rédacteur en chef, est un ingénieur agronome, professeur départemental d'agriculture. Il souhaite écrire afin de vulgariser de bonnes méthodes, diffuser les innovations, lutter contre la routine et les préjugés. Son successeur Chabé est remplacé en 1914 par Georges, Jules, Hyacinthe Francq, professeur de lettres et d'histoire qui enseigne au collège d'Arras puis au collège de Boulogne-sur-Mer. C'est un écrivain érudit qui a collaboré à de nombreux quotidiens et périodiques avant de prendre la direction de *L'A.R.N.* Son profil est certes très différent mais c'est un connaisseur du monde agricole : il a fait de nombreuses conférences pour des associations et a prêté son concours actif aux œuvres agricoles. Avec Léopold Joseph Malpeaux, qui lui succède à la fin des années vingt, on renoue avec le profil antérieur. Né à Beaufort-Blavincourt en 1871 dans une famille de terriens, ancien élève de l'école agricole de Berthonval puis de l'école nationale d'agriculture de Grignon, cet ingénieur agricole a consacré sa vie à l'agriculture. Il fut directeur de l'école d'agriculture du Pas-de-Calais à Berthonval, collaborateur du dictionnaire d'agriculture Larousse, secrétaire général de la Fédération des sociétés d'agriculture et de l'Union des syndicats agricoles du Pas-

de-Calais. Dans l'après-guerre, il exerça la fonction d'adjoint au commissaire général de l'agriculture aux régions libérées et fut membre de la commission départementale de ravitaillement.

Au-delà de ces figures marquantes, un directeur de station agronomique comme Lefort, un président du comité de surveillance de la caisse de Crédit agricole mutuel du Pas-de-Calais tel Loth ou encore Tribondeau, le directeur des Services agricoles, mais aussi des vétérinaires, des dirigeants des syndicats, des spécialistes de telle ou telle question agricole prennent la plume.

L'A.R.N., journal politique qui défend la République et le protectionnisme, comprend donc également dans son comité de rédaction outre des professionnels du monde agricole, des hommes politiques militants agricoles comme Célestin Jonnart, ministre des Affaires étrangères, sénateur, député de Fauquembergue, conseiller général... ou Henri Bachelet, exploitant agricole, sénateur, conseiller général et président de nombreuses organisations agricoles ou encore son fils Paul Bachelet, ingénieur agronome, exploitant agricole, sénateur, président du conseil d'administration de *L'A.R.N.*

Néanmoins en 1920, Francq après la première assemblée du journal de l'après-guerre souhaite renouer avec la tradition de l'amateurisme et lance un appel dans les colonnes du journal : «Voilà pourquoi, fidèle aux vieilles traditions du journal, je fais appel non seulement à nos savants collaborateurs, dont le concours d'ailleurs nous est acquis, mais à tous ceux qui ont quelque chose de sensé et de raisonnable à dire. Ces timides nous privent bien souvent des conseils de leurs expériences. Et pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas trempé leur plume dans l'encre de Voltaire. Ce défaut leur est commun avec beaucoup de personnes. Mais permettez-moi de dire qu'en agissant ainsi, ils privent précisément notre journal de cette note savoureuse, qui imprime un caractère si piquant à leurs réflexions qui font que les gens du pays se disent avec un sourire entendu et indulgent : C'est un homme de chez nous qui écrit, cela se sent. Ainsi, je fais un présent appel à toutes les compétences et toutes les bonnes volontés. Faites de notre journal la feuille des gens de chez nous².»

Et il est vrai qu'avant la guerre un simple agriculteur prenait la plume pour donner

son avis comme le fit un agriculteur de l'arrondissement de Saint-Pol-sur-Ternoise³.

Des prêtres signent aussi régulièrement des articles. Certes, ils s'expriment dans *La Semaine religieuse*, dans *La Croix*, dans des journaux paroissiaux mais ils occupent une place d'importance dans le journalisme agricole.

■ Sur les traces du chanoine Outters⁴

Des prêtres se sont fortement investis dans le journalisme agricole afin de défendre l'œuvre menée auprès des paysans. La fin du XIX^e siècle est marquée par l'essor du catholicisme social. Sous le pontificat de Léon XIII (1878-1903), l'encyclique *Rerum Novarum* justifie le droit de l'Église d'intervenir dans le domaine social ce qui entraîne la multiplication des œuvres catholiques sociales. Le modèle du bon prêtre n'est plus celui qui se contente de dire sa messe. Dans le milieu rural, des prêtres deviennent missionnaires agricoles c'est-à-dire des prêtres ayant une formation en agriculture, assurant des fonctions d'enseignant, de conseiller et d'organisateur pour le monde paysan. Dans le Nord, un syndicat confessionnel voit le jour, la Fédération des syndicats agricoles. Il dispose d'un hebdomadaire, qui se présente à l'origine sous la forme d'une feuille polycopiée. Les chanoines François, Outters et Bera, les premiers missionnaires agricoles de la région⁵, rédigeaient régulièrement les articles techniques. Imprimée en 1902, cette feuille devient en 1910 un journal, *L'Écho des syndicats agricoles*, tirant à 10 000 exemplaires. Le chanoine Outters, le fondateur, en est le rédacteur en chef jusqu'à sa mort en 1943.

Le chanoine Outters appartient à une époque où l'Église s'intéresse aussi fortement au journalisme. Par exemple, au début des années vingt, l'association des cardinaux et évêques de France souhaite la création d'une école de journalisme dans un institut catholique afin d'avoir un levier sur l'opinion publique face éventuellement à un retour des anticléricaux. C'est «la Catho» qui propose en 1924 une formation pour les jeunes qui se destinent à la profession de journaliste. Un autre lien avéré se décèle par exemple avec le recrutement du journaliste Dorgères. Après des études de droit

Le temps révolu des prêtres journalistes agricoles dans la Région Nord-Pas-de-Calais

public à Lille, il publie en 1919 quatre articles dans *L'Action française* ce qui lui permet d'entrer en contact avec Mgr Charost, l'évêque de Lille, qui lui trouverait un emploi à la Fédération des syndicats agricoles dirigée par le comte d'Hespele. Il devient ainsi secrétaire de rédaction de *L'Écho des syndicats agricoles* avant de poursuivre sa carrière de journaliste professionnel en Bretagne⁶.

Le chanoine Outters est un fils de paysan né en 1880. Envoyé par ses supérieurs faire des études agricoles à l'institut de La Louvière, il participe à la rédaction du premier manuel d'agriculture, TG de la Louvière. La rédaction, la direction du journal constitua toujours pour lui un problème central parmi ses multiples activités. À peine paru le samedi, le numéro suivant devait être mis en chantier et parfois, il n'y avait pas grand-chose à y mettre. Il consacrait donc la majeure partie de son dimanche et de son lundi à l'organisation du journal. Son principal souci : trouver des thèmes d'articles, en écrire et solliciter des rédacteurs. Il pouvait s'appuyer sur deux ou trois militants actifs qui essayaient d'envoyer régulièrement des articles et pour ce, l'abbé Feron avait pris la succession de l'abbé Leroy. La publicité, des comptes-rendus d'assemblées ou de réunions, des communiqués d'associations permettaient certes de remplir les colonnes et, pour étoffer le journal, il utilisait aussi la documentation des bulletins des grandes associations spécialisées, ce qui lui fut reproché. L'argument de défense opposé à ses détracteurs reposait sur le fait que, cette documentation ne parvenant qu'aux dirigeants fédéraux, il convenait de la diffuser plus largement. Il lui fallait aussi improviser pour suivre et relater des événements extraordinaires comme la manifestation du Front paysan du 26 novembre 1934. Enfin, il devait contrôler et faire la mise en page.

Directeur et animateur du journal, il le présente comme un moyen de vulgarisation des techniques agricoles, un documentaire sur toutes les questions économiques, juridiques, administratives mais aussi un moyen de favoriser la formation morale. Par des articles techniques ou par des commentaires sur des sujets d'actualité, il fait œuvre d'enseignement et œuvre sociale. Toujours inspiré des circonstances, il décide de promouvoir par exemple le nitrate méconnu, le chaulage



L'image funéraire du chanoine Outters. (Archives diocésaines d'Arras)

des terres ou rédige de nombreuses notes d'information sur les dommages de guerre. Préoccupé par la situation économique qu'il suit attentivement, il écrit des articles sur le blé, la betterave sucrière, le lin et informe sur leur législation et ses modifications.

Lorsqu'il décède en décembre 1943, la Une de l'hebdomadaire⁷ porte le deuil de son fondateur et rédacteur en chef. Cependant la lecture du texte de son image funéraire⁸ montre que malgré son implication dans le journalisme, aucune mention n'est faite de cette activité.

Le chanoine Outters, figure marquante du journalisme agricole confessionnel, ne présente pas un profil atypique. Comme ses homologues laïques de *L'A.R.N.*, il possède une solide formation agricole et assume de multiples fonctions. Il partage aussi de nombreux points communs avec les autres grandes figures de prêtres journalistes.

■ Deux générations de prêtres journalistes agricoles

L'abbé Leroy⁹ fut un collaborateur régulier du chanoine Outters. Né à Cléty le 27 septembre 1884 dans une famille d'agriculteurs chrétiens assez aisée, il est destiné assez tôt à la prêtrise. Il s'inscrit totalement dans ce courant du catholicisme social et devient un missionnaire agricole. Pour se préparer à l'apostolat rural, il est désigné par ses supérieurs

pour suivre des études agricoles à l'institut de Genech dans le Nord. Il commence sa carrière d'enseignant en 1909 et comme l'enseignement agricole en est à ses balbutiements, il en met au point l'ossature dans les collèges. Il participe lui aussi à la rédaction du *Manuel d'agriculture de T. Genech de la Louvière* édité en 1913, manuel constamment remis à jour qui tint une place de premier plan en France jusque dans les années soixante-dix. Dès 1909, il écrit régulièrement dans *L'Écho des syndicats agricoles* où il inaugure une chronique «Les travaux de la semaine» dans laquelle il développe surtout les questions des engrais et des cultures. Après la Grande Guerre, il reprend toutes ses activités et poursuit donc l'écriture d'articles. Il se spécialise dans les conseils administratifs dispensés aux dirigeants des syndicats et associations agricoles. Il profite aussi du journal pour exposer et développer ses principes de la vie syndicale avec la présentation des associations, leur condition de fonctionnement et de développement ainsi que les devoirs des paysans envers ces associations mais aussi envers leur famille et leur profession. Il écrit donc de nombreux articles sur la doctrine syndicale inspirée de l'encyclique *Rerum Novarum*, doctrine qu'il avait déjà exposée dans le chapitre sur l'économie rurale du *Manuel d'agriculture*.

De la même génération, Charles Adolphe François Foulon (1882-1933) est lui aussi un prêtre au service des paysans. Issu d'une famille de cultivateurs de Bayenghem-les-Seninghem, après des études secondaires, il entre au séminaire en 1894 pour des études de philosophie et de théologie. Il est nommé professeur à la ferme-école des orphelins de Coulogne en 1906 et en devient le directeur en 1907. Après la guerre, il reprend son poste à Coulogne en 1919. En 1922, il est affecté aux Œuvres agricoles du diocèse et organise la création des cours de mécanique agricole à Saint-Pol-sur-Ternoise dont il est nommé ensuite directeur. Il a le souci d'une éducation soignée jointe à une organisation technique. Il souhaite former des chrétiens et de bons cultivateurs. Il rédige et édite un manuel sur les machines agricoles. Il donne des conférences sur l'agriculture et participe aux cours d'enseignement agricole par correspondance. Son implication dans le journalisme est moindre,

Le temps révolu des prêtres journalistes agricoles dans la Région Nord-Pas-de-Calais

même s'il a signé de nombreux articles techniques.

La génération suivante, celle qui prend le relais est constituée par l'abbé Patou, collaborateur du chanoine Leroy pour le Pas-de-Calais et l'abbé Ruckebusch¹⁰, collaborateur du chanoine Outters pour le Nord.

À la Libération, après le décès du fondateur, le chanoine Ruckebusch prend la direction du journal et poursuit l'œuvre avec le nouvel hebdomadaire intitulé désormais *Le Syndicat agricole*. Ordonné prêtre en 1934, le « chanoine », comme il était surnommé, est né en 1909 dans une famille d'agriculteurs de Flandre à Godewaersvelde. Après des études au petit séminaire d'Hazebrouck, poursuivies au grand séminaire de Merville puis de Lille, il est à la fois professeur et élève car il enseigne au collège Saint-Jude d'Armentières, dispense des cours de mécanique agricole à Hazebrouck alors qu'il suit les cours de l'école d'agriculture de Genech et de l'école des Sciences sociales aux facultés catholiques de Lille. Désigné pour les Œuvres agricoles, il sert les associations agricoles et l'enseignement professionnel agricole. Il lance la JAC dans le secteur d'Armentières, donne des conférences sur l'agriculture en hiver, prépare des cours post-scolaires agricoles par correspondance et tient une chronique dans *L'Écho des syndicats*. Fait prisonnier puis libéré en 1941, il est appelé par le chanoine Outters pour le seconder. À la mort de ce dernier en 1944, il est nommé directeur des Œuvres agricoles du diocèse de Lille et président du comité directeur du journal *Le Syndicat agricole* dont il fut le fondateur. Ce directeur de la Fédération agricole, président de l'Union nationale de l'enseignement agricole privé assume pendant quarante ans la direction et la rédaction de l'hebdomadaire. Il y écrit des éditoriaux signés Ruckebusch mais utilise aussi des pseudonymes comme Jean Delater ou le père Michel. À l'origine de la création de l'ISA, ce professeur d'agriculture, passionné de formation, serviteur du monde agricole avec une présence forte dans les organisations professionnelles agricoles, œuvre sans relâche dans le journalisme.

Dans le Pas-de-Calais, Henri Patou (1902-1976), un des pionniers de l'organisation professionnelle agricole, né également dans un foyer paysan, croit en

l'importance de la formation religieuse, sociale, professionnelle des agriculteurs et en leur promotion par les institutions. Après des études au collège Saint-Vaast de Béthune, repéré par l'abbé Leroy, il est envoyé lui aussi à l'école agricole de Genech à partir de 1925, afin d'acquérir une formation technique à mettre au service de sa fonction de missionnaire agricole. Affecté aux Œuvres agricoles à Arras en 1927, il poursuit des études de droit et de sciences économiques à Lille. Collaborateur discret et efficace de l'abbé Leroy en tant que secrétaire général de la Fédération agricole du Pas-de-Calais, il est à l'origine en 1928 des cours agricoles par correspondance et participe à la fondation d'une des premières écoles ménagères de France, celle de l'abbaye d'Anchin à Pecquencourt. Il parcourt le département, souvent à vélo, pour donner des conférences et pour fonder des syndi-

cats, des mutuelles, des caisses de crédit et des coopératives. En 1933, il est nommé directeur des cours de mécanique agricole à Saint-Pol-sur-Ternoise. Après la guerre, il devient directeur des Œuvres rurales en 1946, puis délégué général aux œuvres sociales et d'enseignement agricole en 1960. Lui aussi rédige de nombreux articles pour *L'Écho des syndicats agricoles* puis pour *Le Syndicat agricole*. Ces prêtres qui ont participé à l'aventure de ces deux journaux de la Fédération des syndicats agricoles appartiennent à deux générations, sont animés de motivations identiques. Cependant quelques petites différences apparaissent, dues essentiellement à leur formation et aux responsabilités exercées au sein du monde agricole. Pendant l'année 1943, entre le 1^{er} janvier et le 26 août, l'abbé Outters écrit dix-neuf articles, l'abbé Leroy en rédige onze, Foulon neuf et Ruckebusch six¹¹.

Foulon	<ul style="list-style-type: none"> Le distributeur d'engrais La destruction des mauvaises herbes Le semoir Moissonneuse-lieuse : grosseur des bottes Le moulin dans la ferme La récolte de blé La sucrerie coopérative de Lillers Le chaulage des terres Le marché à terme de Lille
Leroy	<ul style="list-style-type: none"> La lutte contre les mauvaises herbes Les baux ruraux La crise du logement ouvrier dans nos campagnes La sucrerie coopérative de Lillers (2) Les examens d'agriculture dans les collèges libres du Pas-de-Calais Une caisse rurale dans chaque village Nos cours de ferme La journée syndicale du mardi 10 février (2) La terre et les caisses rurales
Outters	<ul style="list-style-type: none"> Les marchés de betteraves Il faut encourager la production d'alcool de betterave Les projets fiscaux de l'agriculture L'enseignement agricole dans nos collèges et écoles libres du Nord L'impôt sur les bénéfices agricoles et la nouvelle loi de finances La récolte de blé en 1925 (3) Les syndicats et l'impôt sur le chiffre d'affaires (3) Le prix de l'alcool de mélasse et le prix des betteraves Les assurances accidents Les caisses rurales dans le Nord Bilan de l'année écoulée et réalisations de demain Solidarité et justice Deux nouveaux engrais Les nouveaux engrais azotés Les baux à prix variable
Ruckebusch	<ul style="list-style-type: none"> Récolte et conservation des pommes de terre Le doryphore La fumure de la betterave à sucre (2) L'exploitation des prairies La sélection de la pomme de terre

Le temps révolu des prêtres journalistes agricoles dans la Région Nord-Pas-de-Calais

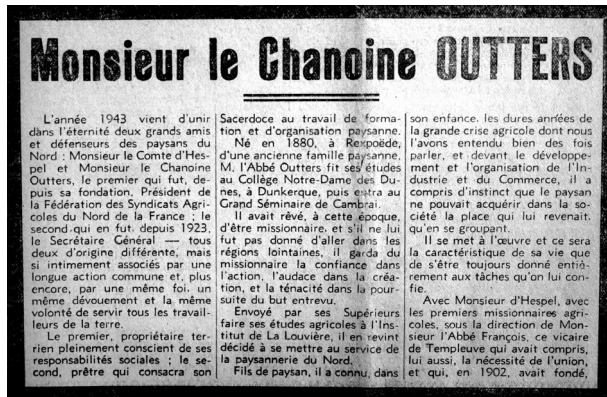
Ce sont tous des articles techniques mais à travers les thèmes traités, nous retrouvons la personnalité et les activités de ces prêtres. Le professeur de mécanique agricole transparaît avec l'abbé Foulon, la variété des articles des chanoines Outters et Leroy reflète leurs multiples responsabilités. L'abbé Ruckebusch, encore en position subalterne, ne traite que de questions culturelles.

Ces prêtres journalistes, à l'apogée de leur activité pendant l'entre-deux-guerres, disparaissent progressivement et ce type de journaliste s'éteint avec eux et prend fin avec la mort du cha-



L'abbé Ruckebusch, dernier des prêtres journalistes agricoles. (Archives diocésaines d'Arras)

noine Ruckebusch en 1984. Déjà dans les années soixante, soixante-dix, les articles sont moins nombreux, moins techniques : par exemple l'abbé Patou signe un article sur la fête des mères et le « chanoine » un article faisant l'éloge de Patou même si



Lorsque le chanoine Outters décède en décembre 1943, la Une de *L'Écho des syndicats agricoles* porte le deuil de son fondateur et rédacteur en chef. (Archives diocésaines d'Arras)

en 1976 il traite encore du syndicalisme¹². Ces hommes, prêtres ou laïcs, qui ont tenu une place importante dans les débuts de ces journaux sont liés à l'agriculture ainsi qu'à l'enseignement ; ils ont à la fois les connaissances techniques, l'art de la plume et le désir de faire partager des connaissances. Les prêtres journalistes correspondent à la fois à la volonté d'œuvre sociale de l'Église mais aussi à son désir d'investir le monde de la presse pour contrer la propagande anticléricale. Ces hommes sont entrés dans le journalisme pour affirmer leurs convictions. L'écriture d'articles découle de la volonté de vulgariser des techniques, d'informer, de former. Aujourd'hui, les journalistes agricoles offrent toujours le même profil. Si l'on observe la fiche-métier présentant le journaliste agricole, elle insiste sur la formation d'ingénieur agricole qui peut être éventuellement complétée d'une formation journalistique. Et si l'on examine les offres d'emploi, il est demandé en priorité une formation agricole ou agronomique voire une formation journalistique.

M.-C. A.

Une école de dames journalistes

La *Dépêche de Lille* annonce dans sa livraison du 29 janvier 1890, qu'il vient de se créer à Londres une école pour « dames journalistes ». On y prépare ces dames aux métiers de rédactrices, sténographes, correctrices et reporters. Elles recevront également un véritable apprentissage en travaillant pour le journal intégré à l'école, *The Westminster and Lambeth Gazette*. C'est la première école du genre en Europe, et la seconde au monde : il en existait déjà une à Detroit, rattachée au *Detroit Free Press*.

Le premier périodique saisi sous Bonaparte

L'an X de la République française (1802) parut à la Vallée des cygnes (Valenciennes), à l'enseigne de la Lumière (chez l'éditeur Prignet), un almanach qui allait faire beaucoup parler de lui. Il s'agissait du *Magister plus savant que son curé, almanach très chrétien...*, en fait un opuscule antireligieux reprenant des passages de *L'Origine de tous les cultes, ou religion universelle* (1869), ouvrage de Charles-François Dupuis. Un certain Carpentier, prêtre valenciennais, accompagné de plusieurs confrères et d'ex-religieuses, tous chantant des hymnes sacrés, brûla (nuitamment il est vrai) des exemplaires dudit almanach en place publique. Prignet répliqua en imprimant deux acrostiches impies sur le nom de Carpentier et les qualificatifs, jongleur, inquisiteur et brûleur de livres. L'année suivante, il remit au goût du jour son almanach, en substituant un nouveau calendrier pour l'an XI à l'ancien, et en lui donnant cette fois le titre d'*Entretien sur toutes les religions et particulièrement sur l'origine de la religion chrétienne, composé d'après les manuscrits et les hiéroglyphes découverts par les savants modernes* (après l'expédition de Bonaparte, la France avait abandonné l'Égypte mi-1801). Les troubles, inacceptables après la signature du Concordat par le Premier consul, continuant à Valenciennes, le préfet du Nord, Dieu-donné, prit un arrêté le 26 vendémiaire an XI, qui interdisait la réimpression de l'ouvrage, et enjoignait aux maires de se rendre dans toutes les librairies pour y confisquer l'ouvrage. Cet almanach fut, semble-t-il, le premier périodique saisi en France sous le gouvernement de Bonaparte.

(D'après *Archives historiques et littéraires du nord de la France et du sud de la Belgique*, nouvelle série, tome 4^e, 1812).

1. M-C Allart, «La presse agricole régionale: deux journaux pour une région», *L'Abeille*, 2008, Roubaix, n° 10, p. 1-5.
2. A.D. du Pas-de-Calais, PG 226/4.
3. A.D. du Pas-de-Calais, PG 226/3.
4. Archives diocésaines d'Arras, 4Z 28/90.
5. Marcel Bacquaert, «Les missionnaires agricoles dans le Nord de la France» dans Michel Boulet, *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture 1750-1945*, 2000, p. 289-292.
6. Robert O. Paxton, *Le temps des chemises vertes, révoltes paysannes et fascisme rural*, 1929-1939, Éd. du Seuil, 1996, 312 p., p. 89.
7. Archives diocésaines d'Arras, 4Z 28/90, *L'Écho des syndicats agricoles*, 25 décembre 1943.
8. Archives diocésaines d'Arras, 4Z 28/90.
9. Archives diocésaines d'Arras, 4Z 28/90.
10. M. Ennuyer, R. Jonard, *L'abbé Michel Ruckebusch. Au service du monde paysan de 1934 à 1984*, Lille, SPLARN, 1994, 388 p.
11. A. D. du Pas-de-Calais, PE 153/9.
12. Archives diocésaines d'Arras, 4Z 28/33.

Un journal douaisien éphémère : Le Démocrate (1900-1902)

par Roland ALLENDER

Le dimanche 25 février 1900 est publié à Douai le premier numéro d'un journal baptisé «*Le Démocrate*», un hebdomadaire dont la parution est prévue ensuite tous les samedis, journal qui a manifestement été fondé en vue des élections municipales programmées le 6 mai 1900. Dans le conseil d'administration de ce nouveau journal on retrouve la plupart des personnalités politiques douaisiennes du parti radical-socialiste : Jean Reiter, directeur de l'École primaire supérieure de la rue des Wetz, Paul Pillault, négociant à Auby, Jean Dumont, professeur de chimie à l'École d'agriculture, qui sera candidat radical-socialiste aux législatives en 1900 et 1902, Charles Guilly, architecte à Douai, Paul Desmarests, rentier et conseiller municipal sortant, Jules Jésupret, propriétaire, délégué municipal aux hospices, Napoléon Delplanque, entrepreneur de bâtiment et qui sera élu conseiller d'arrondissement en 1902, Jules Limbour, professeur agrégé d'allemand au lycée de Douai et conseiller municipal en 1892 et 1896, Georges Maronier, fabricant de savon à Montigny¹. *Le Démocrate* est donc un organe politique, position qu'il revendique durant toute son existence, engagé dans les combats qui lui sont contemporains, avec ce que cela comporte d'outrance et de mauvaise foi, et il ne faut pas attendre de sa lecture une vision objective de la vie politique douaisienne en ce début du XX^e siècle mais plutôt le reflet de luttes électorales parfois féroces.

D'ailleurs, on peut remarquer que ce journal est le seul parmi les organes de presse douaisiens à ne jamais publier de faits divers : «*Nous n'avons parlé ni de chiens écrasés, ni d'assassinats, ni de viols, ni de scandales domestiques*» écrira-t-il dans son dernier numéro.

■ Vie politique locale et presse douaisienne en 1900

À la tête de la municipalité depuis les élections de 1896 on trouve Charles Bertin, un maire républicain modéré, parfois soupçonné d'orléanisme puisque certains prétendent qu'il est allé rendre

visite au prétendant au trône dans sa résidence d'Eu, près du Tréport. En effet, Philippe d'Orléans (1869-1926), fils du comte de Paris, prétendant au trône sous le nom de Philippe VIII, avait été banni en 1886 par une loi d'exil qui obligeait les prétendants et leur fils aîné à quitter le territoire national et c'est à cette date que Bertin est soupçonné de l'avoir rencontré avant son exil pour l'Angleterre.

Habile tacticien, Bertin, qui demeurera à la mairie jusqu'en 1919, va jouer sur les dissensions de la gauche, quitte parfois à intégrer dans son équipe municipale des éléments de la droite douaisienne comme c'est le cas en 1900. Certains radicaux-socialistes appartenant à l'ancien conseil, au nombre de six, s'écartent alors de lui pour former une liste dite de «*La Taverne*» du nom du siège de leur comité, un estaminet de la rue de Valenciennes, et que l'hebdomadaire *Le Démocrate* installe le siège de sa rédaction dans cet établissement n'est certes pas le fait du hasard.

La droite douaisienne antirépublicaine est devenue définitivement minoritaire depuis les élections municipales de 1892 lors desquelles elle n'a obtenu que deux sièges. Elle se regroupe dans l'Association républicaine libérale animée par l'avocat Vitrant, les négociants Jean-Baptiste Cavroy et Eugène Wibault et dispose d'un organe de presse, *L'Écho douaisien*, dont le rédacteur en chef est un certain A. Dumont et le siège rue Notre Dame des Wetz².

Les républicains douaisiens se partagent en trois tendances. Les républicains modérés appelés «*opportunistes*» par leurs ennemis, fondateurs de la III^e République, sont emmenés par l'avocat Francis Godin, qui sera élu maire de la ville en 1919 et succèdera alors à Bertin. Ils peuvent compter sur le soutien du journal *L'Indépendant*, rue Gambetta, dirigé par Oscar Duthillœul, fils du fondateur. Conservateurs au plan social, ces républicains «*progressistes*» du centre-droit, soutiens du gouvernement de Jules Méline (1896-1898), vont se rapprocher de certains catholiques ralliés à la

République, ce qui va provoquer une rupture avec les républicains de gauche en 1899³.

Les républicains du centre-gauche, radicaux et radicaux-socialistes se regroupent dans des formations qui se font et défont au hasard des élections comme la «*Ligue républicaine*» ou le «*Cercle démocratique*», fondé en 1887, de Jules Jésupret et Jules Limbour et se regrouperont en 1901 dans l'Alliance républicaine démocratique. Ils soutiennent le gouvernement de défense républicaine de Waldeck-Rousseau (1899-1902) et disposent du journal *Douai républicain*, fondé en 1895, anticlérical et progouvernemental, place d'Armes, dont le rédacteur est Auguste Druelle, puis également du *Démocrate* durant la scission, mais aussi, de manière moins engagée du *Journal de Douai et de l'arrondissement*, édité chez Crépin, rue de la Madeleine. En 1901, de début juillet au 21 octobre, paraîtra *L'Impartial de Douai*, publié au siège de *Douai républicain*, avec Bertin et le député Cardon parmi les actionnaires, journal dont nous n'avons pu retrouver aucune trace matérielle.

Les socialistes (ou collectivistes) du Parti ouvrier français de Jules Guesde sont emmenés par Charles Goniaux, président du syndicat des mineurs, avec des personnalités comme Maurice Monier, Léon Escoffier, futur maire de la ville, Eugène Lenglet à Dorignies⁴ où ils sont bien implantés. Ils ne possèdent pas de journal local mais disposent des colonnes du *Réveil du Nord* dont Monier est le rédacteur en chef.

■ Les élections municipales de mai 1900

Le premier numéro du *Démocrate* annonce son programme sous le titre «*Ce que nous voulons*» : «*instruire, émanciper le travailleur, défendre les intérêts des prolétaires*», «*soutenir les intérêts des travailleurs car la bourgeoisie, oubliant 1789, reconstitue un à un et à son profit les privilèges de la noblesse et du clergé qu'elle avait abattus sans merci*», ce qui ressemble davantage à une profession de foi socialiste qu'à un manifeste radical et propos rapidement nuancés : «*nous sommes des républicains sans épithète, debout entre le capital et le travail, ennemis de tous les privilèges... partisans d'une union répu-*

Un journal douaisien éphémère : Le Démocrate (1900-1902)

blicaine et sociale regroupant les radicaux, les socialistes, les progressistes», ce qui, comme on le verra plus loin, les rapproche de ceux que l'on appelle alors les «collectivistes».

Certains des articles publiés ensuite sont d'ailleurs sans ambiguïté : «Il faut se syndiquer» titre le numéro un et les suivants contiennent des comptes-rendus de réunions syndicales ou du Parti ouvrier français à La Taverne avec Jules Guesde et Gustave Delory, maire de Lille, reproduisent un article de Jean Jaurès intitulé «Questions ouvrières», rendent compte des manifestations du syndicat des métallurgistes et des grèves de verriers, soutiennent la création d'une verrerie coopérative ouvrière à Aniche...

Les fondateurs témoignent de leurs sentiments patriotiques «le Drapeau est à gauche» et désirent «une municipalité moins autoritaire, un conseil municipal moins effacé, plus actif et plus indépendant» ainsi qu'une accentuation à gauche de sa politique car «les questions d'enseignement et d'assistance publique sont la pierre de touche du républicanisme».

Une contradiction cependant paraît évidente : si ce premier numéro porte en sous-titre «Journal d'union républicaine» et prétend qu'«il ne sera pas un instrument de division entre républicains», il est manifeste que les fondateurs provoquent une scission au sein de la Ligue républicaine douaisienne en vue des élections municipales à venir, reprochant au maire Bertin une alliance de circonstance avec des cléricaux et des «réactionnaires notoires» comme l'ancien maire Jean-Baptiste Cavroy ou le «brave commandant Binef», «goupillon à tout faire dans les mains cléricales» : «Mr Bertin leur tend une large main, celle sans doute dont il saluait à Eu le prince d'Orléans».



Après les élections municipales du 6 mai 1900, Le Démocrate devient un organe de l'opposition.

les opinions depuis la Gauche jusqu'à la Montagne» et ils promettent de favoriser l'expansion industrielle de Douai, d'y développer le commerce local, l'instruction publique, les cantines scolaires, l'hygiène publique...

Le journal de la droite antirépublicaine, L'Écho douaisien, qui est bien sûr complètement extérieur à ce conflit, le considère comme une manœuvre purement politique : «Les radicaux ne comptent pas que leur liste puisse l'emporter mais espèrent obtenir un ballottage suffisamment favorable pour obliger la liste sortante à une fusion avec leurs candidats ayant obtenu le plus de voix» et, assez curieusement, soutient le Cercle démocratique dans son combat contre Bertin !

La campagne électorale qui s'ouvre alors et qui va s'achever par les élections municipales du 6 mai 1900 va voir une lutte féroce entre la liste de la Ligue républicaine de Douai avec le maire sortant Bertin, soutenue par le journal Douai républicain, et les transfuges de la Liste républicaine démocratique appuyés par Le Démocrate, alors que L'Indépendant est moins impliqué dans la querelle, même s'il regrette la division des républicains, de même que le

Journal de Douai. Les coups volent bas d'un côté comme de l'autre entre ces adversaires qui se connaissent d'autant mieux qu'ils appartiennent tous au camp républicain et qu'ils ont parfois siégé côte à côte dans les mêmes conseils.

Le Démocrate reproche à Bertin sa gestion municipale paresseuse et son autoritarisme («Le tzar Bertin ; Mr Moi, Roi-Soleil des temps présents ; L'éminent, l'unique maire que toute la France nous envie, l'administrateur distingué qui voit tout, sait tout, entend tout, commande tout ; Le Solon de l'Athènes du nord»), évoque certaines cessions de terrains à bas prix lors du démantèlement, l'accuse de s'entourer de «ralliés» et, surtout, lui reproche son inaction dans les domaines sociaux, éducatifs, culturels, «d'assistance et de civilisation».

Bertin représente le parti des riches : «Ils voudraient, nos millionnaires (et il n'en manque pas à Douai), imposer leur joug et celui des prêtres et des jésuites à la population travailleuse» affirme Le Démocrate qui reproche à ces riches de ne pas dépenser à Douai et d'être anti-douaisiens au niveau commercial.

Selon un article intitulé «Mea Culpa», le principal travail de la municipalité durant ces quatre années, de 1896 à 1900, aurait été de voter deux adresses de félicitations au président de la République, la première lors de l'élection présidentielle de 1899 quand Émile Loubet succéda à Félix Faure, décédé prématurément dans les conditions que l'on connaît, la seconde lors de «l'attentat d'Auteuil», le 4 juin 1899, à l'occasion d'une manifestation pour Déroulède, lorsque le président fut injurié et frappé au pesage des courses d'Auteuil par un nationaliste, le baron Christiani, qui écoperait de quatre ans de prison :

«Aux grands hommes du beffroi ! À leur mémoire ! Honneur et gloire !!! Ils votèrent tous sans effroi Et sans paresse C'est évident - Plusieurs adresses

Au Président», incident rappelé par Paul Pillault dans un discours reproduit dans le journal du 15 avril 1900 : «Nous voulons démasquer tous les républicains de façade qui, par leurs intrigues et leur

Un journal douaisien éphémère : Le Démocrate (1900-1902)

fausseté, faisaient, il y a dix mois à peine, courber la République française sous la botte d'un soudard et sous les coups du goupillon».

Douai républicain reproche à l'autre liste son rapprochement avec les «collectivistes» et, en effet, Charles Goniaux figure, avec un certain Valette, sur deux listes électorales pourtant concurrentes, celle du Parti collectiviste, composée essentiellement d'ouvriers et de petits commerçants, et celle du Cercle démocratique.

Les attaques personnelles sont vives : «Mr Bertin est le soutien de la famille et de l'Église. Va pour l'Église... car Mr Bertin ne va pas renoncer aux douceurs d'un célibat plein de charmes»

«Bertin, ce réactionnaire fougueux et intransigeant qui déblatèrait à tout propos, il y a quelque dix ans, contre la République»

«Mr Bertin, le féal du comte de Paris, qui passe son temps à faire risette au curé de Saint-Pierre» (Le Démocrate). Douai républicain attaque violemment «le chimiste Dumont» : «Il est du midi, protégé par un Italien naturalisé depuis peu, Mr Brizzolarà⁶, par Jésupret père, qui parle de travail aux autres parce qu'il ne travaille pas lui-même», ainsi que Reiter : «Est-il vrai que dans l'E.P.S. il soit perçu un sou par jour aux pauvres enfants d'ouvriers qui, ne pouvant retourner pour dîner chez eux, mangent dans une salle de l'école les aliments qu'ils ont apportés?» et il demande une enquête de la municipalité.

Le résultat des élections municipales est sans appel, la liste Bertin emporte les vingt-sept sièges de conseillers, Pillault échoue à Auby, Maronier est battu à Montigny, et la déception du Démocrate est vive, exprimée dans des chroniques signées S.A. Christain⁷ : «Les ralliés protégés par les cléricaux l'ont emporté... Les curés sont à la mairie de Douai... C'est le triomphe de la réaction»

tandis que Douai républicain exulte : «Cette fois, le Cercle démocratique est bien mort... Mr Reiter est invité à organiser autrement les cantines scolaires, Mr Limbour à prendre des bains à loisir⁸».

Et les premières mesures de représailles ne tardent pas : Jésupret, «cet administrateur des hospices que tout le monde estime et révère est sacrifié, victime de la basse vengeance des potentats municipaux» et remplacé par le pharmacien Delaoutre, nouvel élu ; Lefebvre,

commis d'économat aux hospices, est révoqué car «il appartient au Cercle démocratique et c'est un ami de Jésupret».

Le Démocrate devient alors un organe d'opposition à la municipalité et estime avoir des comptes à régler avec le journal Douai républicain, rebaptisé dès lors «Douai sacristain», et avec les nouveaux gestionnaires des hospices.

Le journal va paraître durant 143 numéros, selon toujours à peu près la même présentation qui était la règle à l'époque : en première page une chronique de politique nationale et le feuilleton, en page deux et trois une chronique régionale, des informations locales et l'Etat-civil, en quatrième, des réclames⁹, ancêtres de la publicité.



Objet de toutes les attaques du *Démocrate* le maire Bertin, haut de forme à la main, et ceint de l'écharpe majorale sur cette carte postale. (Arch. comm. Douai 19 Fi 10).

■ **Les élections locales de 1900 à 1902**

Peu après, à la suite au décès du député de la deuxième circonscription de Douai, Raoul des Rotours, des élections sont organisées pour son remplacement le 24 juin 1900.

Jean Dumont se présente comme candidat radical-socialiste : «*Orphelin à l'âge de huit ans, ouvrier agricole, il entre à l'école de Grignon comme boursier, obtient la chaire de chimie et de physique industrielles à l'École des industries agricoles en 1896*», il est soutenu par *Le Démocrate* mais attaqué par le *Douai républicain*, «*Monsieur le chimiste Dumont nous a fait remettre une longue tartine*

dans laquelle il célèbre ses mérites avec la modestie dont font preuve en toute circonstance les méridionaux», de même que par *L'Indépendant* qui soutient son adversaire, le propriétaire douaisien Cardon, républicain progressiste, «*Rue de l'Université, Dumont ne s'occupe que d'agriculture de laboratoire... Comme tout bon méridional, il n'en vante pas moins son "indiscutable compétence"...*

Les véritables cultivateurs l'enverront faire pousser les betteraves en Gascogne¹⁰»,

tandis que le *Journal de Douai* ne prend pas parti. Le journal de la droite traditionaliste, *L'Écho douaisien*, estimant qu'il n'a pas de candidat à sa convenance reste en dehors du combat et propose à ses lecteurs, plutôt que de s'abstenir, de voter en marquant leur bulletin d'une croix afin de l'entacher de nullité.

Manœuvre subtile puisque ces bulletins sont alors comptabilisés dans les suffrages exprimés, à la différence des bulletins blancs et peuvent entraîner un ballottage. Cardon l'emporte avec 5811 voix contre 4959 à Dumont mais 1713 bulletins Cardon sont marqués d'une croix¹¹.

Il faut se reporter au journal de Jules Limbour rédigé pendant l'occupation allemande de 1914-1918 pour avoir une explication de cette position de la droite douaisienne lors de ces deux élections : «*Mon ami Dumont me dit un jour : "Je me présente à la députation contre Monsieur Cardon, cléricale"...*

Il faillit passer. J'appris bientôt que Madame

Un journal douaisien éphémère : Le Démocrate (1900-1902)

des Rotours le subventionnait pour abattre Cardon qu'elle craignait de voir s'acheminer comme député». Il apparaît donc bien que, lors de ces deux scrutins, la droite douaisienne, n'ayant pas de candidat déclaré, a préféré soutenir des radicaux-socialistes plutôt que des opportunistes : «*Les défenseurs de l'ordre moral ont pactisé avec les destructeurs de l'ordre social*» écrit *Douai républicain*.

Des élections législatives, cette fois-ci normales, ont lieu à nouveau en avril 1902. Au premier tour, *Le Démocrate* soutient la candidature de Jean Dumont, violemment attaqué par *Douai républicain* avec toujours les mêmes arguments aux relents xénophobes que l'on retrouve souvent lors de propos concernant ceux qu'à l'époque on appelle «les exotiques» qui n'ont pas eu la chance et le bonheur de naître à Douai¹² : «*Monsieur Dumont, cet excellent Tartarin, continue ce petit jeu qui aurait peut-être du succès dans le midi mais qui ne saurait convenir aux électeurs du nord*». Dumont s'étant désisté, *Le Démocrate* apporte au second tour son soutien au candidat socialiste Goniaux qui sera battu par le député sortant François Debève¹³, élu depuis 1898, mais atteindra quand même le score fort honorable de 7943 voix contre 8728 à son adversaire¹⁴.

«*Citoyen Goniaux, vous n'êtes plus le candidat uniquement des mineurs et des socialistes*» constate alors *Douai républicain* qui accuse les «escobars¹⁵ du *Démocrate*» d'insulter le peuple par la voix des «avortés des scrutins» que sont «le chimiste Dumont, Limbour, Reiter et leurs pareils».

■ Les attaques contre la municipalité

Les comptes-rendus des réunions du conseil municipal sont souvent l'occasion de remarques perfides : «*Qui, au conseil municipal, voudra bien glorieusement, décorativement, parler au peuple chaque fois qu'il faudra le gargariser ?*». Réponse : c'est le pharmacien Delaoutre. «*À Douai, nous sommes dominés par un quarteron de politicaillons qui ne valent pas la moitié d'une corde. Haineux, vindicatifs, despotes comme le sont tous les anciens bonapartistes*». «*Bertin, ex-bonapartiste, ancien orléaniste... est à peu près républicain, à peu près sincère*». «*Lors du dernier conseil municipa-*

pal, Monsieur Hugot s'est réveillé ; son éloquence fait regretter son silence».

C'est le trio formé par Bertin, son adjoint Émile Dumont et Fernand Nutly, conseiller municipal et fabricant de chicorée, qui est particulièrement l'objet de ces attaques. «*Mr Nutly nage, creuse, mine, finasse, pirouette, mais dans l'ombre, toujours dans l'ombre*» et Limbour, dans son journal intime, le décrira plus tard comme une éminence grise, président de la commission des finances municipales, de la commission des hospices, remplaçant quelquefois le sous-préfet et utilisant cette occasion pour se procurer toutes sortes de renseignements sur ses adversaires et leur nuire, très bien avec le parti clérical, sans qui Bertin le maire n'aurait osé rien faire, et qu'il accuse même d'avoir empoisonné son épouse qui le trompait avec un avoué !

Cette critique systématique de l'action municipale lui sera parfois reprochée : «*Êtes-vous collectivistes ou radicaux ?*» titre le 12 avril 1901 *Douai républicain* qui qualifie *Le Démocrate* de «*petit journal hebdomadaire aux opinions et à la nuance mal définies*», critiques reprises le 28 avril 1901 : «*la plupart de vos polémiques ont été dirigées contre des républicains, non contre des cléricaux*», l'accusant même de se coaliser avec les collectivistes, ce qui n'est pas complètement faux mais doit être nuancé : «*Ce journal a des tendances au socialisme qu'il flatte et, cependant, d'autres fois cruellement il le mord*» (*Douai républicain* du 17 janvier 1902).

L'action, ou plutôt l'inaction, de la police municipale est souvent critiquée : «*Les agents sont de mine fort congrue, beaux à produire dans toutes les circonstances décoratives. La ville les recrute spécialement parmi les belhommes... Ils apparaissent vigoureux et ayant de ça... Pourquoi, comme agents, n'en est-il pas de même. Pourquoi semblent-ils engourdis dans une quiétude et une indifférence inaltérables ? Y a-t-il un accident sérieux ? Le public est là, il attend la police... La police est ailleurs, quand elle arrive il y a belle lurette que tout a repris son apparence habituelle et, après avoir d'un regard placide et d'une oreille distraite exploré les alentours, elle reprend sa marche rêveuse pour disparaître bientôt à quelque coin ombreux*».

La saleté de la ville est fréquemment évoquée. «*La Scarpe est un cloaque de*

3 000 mètres de long... On ne voit plus à sa surface que plaques opaques de graisse figée, que balais en retraite, que papiers de nécessité» car la rivière manque d'eau entre l'écluse des Augustins et Fort de Scarpe et le journal réclame qu'on ouvre les écluses en amont pour procéder à des chasses et favoriser l'évacuation. Quant à la ruelle des Arbalétriers, «*les collectionneurs de boutons de culotte trouvaient là une ample moisson s'ils n'étaient point dégoûtés par les suaves émanations de certaines sécrétions nocturnes et les relents des eaux ménagères qui font de cette ruelle un cloaque infect*» et *Le Démocrate* réclame l'installation de «chalets de nécessité», en particulier pour les dames. Il est vrai, et les autres journaux le signalent également, que la



Lors des élections législatives en avril 1902, après le désistement de son candidat Jean Dumont, *Le Démocrate* apporte, au second tour, son soutien au candidat socialiste Charles Goniaux. (Photo extraite du *Dictionnaire biographique illustré*. Arch. comm. Douai)

ville est dans un état de saleté déplorable, les rues étant de véritables cloaques, recouvertes d'une boue constituée de fumier et de déjections animales, d'un mélange d'ordures ménagères et de cendres des foyers, le tout brassé par les pluies et les eaux usées, pétri par les déplacements des voitures, des piétons et des animaux. Il faudra attendre l'arrivée en 1914 des Allemands, effarés par l'état d'hygiène de la ville, pour que des mesures autoritaires de nettoyage soient prises, d'ailleurs très mal perçues par la population locale qui y voyait surtout prétexte à amendes.

Un journal douaisien éphémère : Le Démocrate (1900-1902)

Certaines décisions de l'équipe municipale sont violemment attaquées, parfois à juste titre. Lors du projet de création d'un internat primaire pour les enfants de la batellerie en 1901, Bertin est accusé d'avoir volontairement gonflé le devis pour faire avorter le projet afin de ne pas faire concurrence avec l'internat catholique installé rue des Dominicains.

Le choix de la décoration de la salle gothique de l'hôtel de ville est aussi critiqué : «*Ce Jean le Bon était un assez méchant gredin, un noceur forcené, faux-monnayeur qui se débarrassait de ses ennemis par le guet-apens et l'assassinat. Fait prisonnier à Poitiers, on tondit le peuple pour payer la rançon. À peine rentré, il remplit ses poches en levant de nouveaux impôts et en vendant sa fille de onze ans à un autre bandit puis retourna à Londres où l'attendait joyeuse compagnie*», «*On se croirait à l'époque où Jean le Bon, faux-monnayeur, assassin et déserteur fit à Douai une entrée solennelle si importante dans l'histoire de notre ville qu'on n'a rien trouvé mieux pour orner la salle gothique*».

Il en est de même pour le projet de futur Hippodrome «*qui sera une horreur sur le Barlet*», que, selon *Le Démocrate*, la municipalité préfère à la création d'un lycée ou d'une E.P.S. pour les filles «*en face des établissements cléricaux qui gangrènent nos enfants*». «*La riche bourgeoisie douaisienne n'a que du mépris pour l'enseignement de la femme, il lui faut des Agnès*», allusion à ce personnage de Molière, cette ingénue naïve de *L'École des femmes*.

■ Le combat féroce Démocrate/Douai républicain

Après la querelle normale entre ces deux journaux qui soutiennent des candidats différents lors des élections municipales de 1900, c'est une véritable guerre qui commence entre ces deux organes de presse pourtant relativement proches politiquement¹⁶.

Douai républicain, en novembre 1900, monte en épingle un procès entre *Le Démocrate* et son imprimeur Wacquez qui ne peut plus imprimer ce journal du fait d'une décision de justice qui lui interdit d'imprimer un autre journal que *Douai républicain*. Reiter, gérant du *Démocrate*, réclame alors 2 500 francs de dommages et intérêts à l'imprimeur et en profite pour ne pas lui payer 895 francs,

qu'il lui doit pour six mois d'impression et de colportage, d'où procès. Celui-ci s'achève en mars 1901 : l'imprimeur Wacquez doit payer 1 500 francs de dommages et intérêts, Reiter doit régler les 895 francs, si bien que «*Reiter a eu pendant huit mois un journal pour rien*» conclut *Douai républicain* qui soutient évidemment son imprimeur, qualifiant *Le Démocrate* de «*journal de dénigrement qui calomnie tout le monde*», de «*feuille collectiviste*», de «*petit journal aux opinions et à la nuance mal définies*», «*qui n'a que l'injure à la plume et insulte le peuple*».

Mais ce sont surtout les journalistes de *Douai républicain* qui font l'objet d'attaques personnelles virulentes de la part du *Démocrate*. Auguste Druelle, son rédacteur en chef, résidant à Arras, «*souffleur du biniou municipal*», est surnommé Gugusse¹⁷. Son adjoint, Paul Lefebvre du Prey, rebaptisé Éliacin¹⁸, se voit reprocher d'avoir été correspondant de plusieurs journaux cléricaux de la région et d'avoir publié «*Les chasseurs d'Orléans*», poème en l'honneur du duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe¹⁹. En juillet 1902, à la suite d'une plainte de Druelle, *Le Démocrate* sera condamné à 100 francs d'amende et 150 francs de dommages et intérêts pour diffamation et injures.

■ Les attaques contre la gestion des hospices

Avec l'éviction de Jésupret de la gestion des Hospices, *Le Démocrate* estime qu'il a quelques comptes à régler avec la nouvelle administration : «*Depuis le départ du dévoué et intègre Jésupret... les malheureux vieillards sont obligés de vivre dans un véritable baignoire cléricale... Les nouveaux administrateurs en prennent tout à leur aise... Des voitures de nourriture disparaissent. Ursulines, capucines, bernardines, oblates, dominicaines, nonnes et nonnettes viennent festoyer joyeusement pendant que les vieux se serrent la ceinture d'un cran*». «*La maison de refuge des vieillards est une auberge tenant table ouverte à toutes les cornettes de France et de Navarre venant dévotement pèleriner à Douai*». Pour *Le Démocrate*, la solution réside dans une laïcisation des établissements hospitaliers et charitables car «*les congréganistes règnent en maîtres et sans contrôle à l'Hôpital général*». «*Dehors les*

congréganistes!» titre le journal en février 1901 car «*ce ne sont pas des femmes qui soignent les vieillards et les malades mais des mégères que le célibat et les rancœurs de la vie monastique ont rancies et tournées au vinaigre*». «*Quand sera-t-on débarrassé des nonnes, de leur froide et idiote dureté, de l'esprit d'intolérance et de tyrannie qu'elles répandent?*» écrit-il encore en octobre 1902, peu avant l'arrêt de sa publication.

La dernière attaque contre la gestion des Hospices est lancée le 27 juillet 1902 sous le titre «*Les scandales de l'Hospice général*» : «*Un certain nombre de grandes plaques de cuivre ciselées (6 ou 8), dons des bienfaiteurs de l'Hospice, de valeur assez considérable, ont été aliénées à vil prix et illégalement. De même pour des statues et statuettes en bois*». Les faits remonteraient à l'année 1894 et une enquête est demandée par *Le Démocrate* qui titre dans ses numéros suivants «*Où sont les plaques? Qui sont les acquéreurs?*» et qui s'appuie sur l'inventaire de Brassart (1840) pour repérer cinq plaques de cuivre manquantes : «*Nous nous plaignons à croire que des pièces de cette valeur artistique n'ont pas quitté l'Hôpital général*». Dans son journal personnel, Limbour apporte quelques explications complémentaires : «*Cinq ou six magnifiques plaques de cuivre rappelant les dons de quelques bienfaiteurs des hospices au 15^e ou 16^e siècle avaient été mises en vente et achetées avec un lot de vieilles statues en bois, quelques-unes d'un travail curieux. Habilement, tous ces objets avaient été glissés dans un lot de ferrailles et de vieux plombs et la vente comme vieux métaux avait été approuvée comme d'habitude par la commission de bonne foi, ne soupçonnant pas la fraude. Une enquête eut lieu, *Le Démocrate* soutenait l'attention par des articles ardents, violents et bien appuyés de preuves. J'en fis cinq ou six dont l'un intitulé "Verrès"²⁰ a été remarqué en haut lieu.*»

L'affaire se terminera sans suite, les plaques ayant été rendues, mais *Le Démocrate* en profite pour lancer une dernière attaque contre la municipalité : «*Monsieur Bertin, président de la commission des hospices, pourrait-il nous dire si les plaques sont rentrées et quels en étaient les détenteurs?*»

Un journal douaisien éphémère : Le Démocrate (1900-1902)

Cette attaque constitue le chant du cygne du *Démocrate*. Manifestement écrasé par les problèmes financiers, abandonné par ses supports publicitaires, condamné à payer des amendes et des dommages et intérêts, le journal se saborde le 9 novembre 1902 : « *Les feuilles tombent. La nôtre tombe aussi... Nous mourons de fatigue, de lassitude, d'anémie, d'ataxie locomotrice, etc. [...] Dans la montée pénible, le souffle a manqué à certains bœufs.* » En guise d'adieux, il remercie ses 500 abonnés et 1 200 lecteurs, chiffres qu'il faut considérer avec précaution, les difficultés financières du journal n'étant pas nouvelles et une rumeur sur sa disparition ayant déjà été signalée en février 1902.

Cette disparition paraît logique dans le contexte politique douaisien : journal engagé, véritable organe de combat, *Le Démocrate* a souffert des échecs successifs de ses rédacteurs à toutes les élections locales lors desquelles aucun des candidats qu'il soutenait n'a été élu. De plus, après ces élections municipales puis législatives, on entre alors dans une période de calme électoral pour plusieurs années, le journal n'a plus de candidat à soutenir et le parti républicain dispose à Douai d'autres organes de presse mieux implantés, plus anciens, et lus par des partisans plus nombreux du fait qu'ils apportent leur appui à des élus locaux en place²¹.

Quoi qu'il en soit, *Le Démocrate* a été durant deux ans un organe de presse douaisien qui a servi d'aiguillon dans la vie politique douaisienne et il suffit de relever les attaques violentes dont il a fait l'objet dans les autres journaux pour s'en rendre compte. Bien rédigé par des plumes de talent, exclusivement consacré à la vie politique locale, ce qui a été sa limite, il reste un témoignage des luttes de l'époque avec ce qu'elles comportaient d'outrance et de mauvaise foi... mais les choses ont-elles beaucoup changé ?

R. A.

1. À l'origine de la création des organes de presse douaisiens, on retrouve souvent des Francs-maçons (Cf. Roland Allender « Les Francs-maçons aux origines de la presse douaisienne », *L'Abeille*, n° 14, avril 2010) et la création du *Démocrate* ne déroge pas à la règle : Paul Pillault, Jean Dumont, Charles Guilly, Paul Desmarests et Napoléon Delplanque sont membres de la Loge douaisienne « Le Réveil » dans laquelle Jules Limbour sera initié en 1905. Contrairement à une idée reçue et à ce que pourraient laisser croire l'équerre et le compas figurant sur son caveau familial, Jules Jésupret ne fut pas franc-maçon.

2. Il sera question dans ce propos de trois « Dumont » différents qu'il convient de ne pas confondre : Jean Dumont, professeur à l'École des industries agricoles, radical-socialiste ; A. Dumont, rédacteur du journal *L'Écho douaisien* ; Émile Dumont, meunier rue d'Infroy, conseiller municipal de la liste Bertin, administrateur des hospices.

3. Le Ralliement concerne l'attitude d'une partie des catholiques français qui vont adhérer à la République après 1892 en suivant les conseils de Léon XIII et de son encyclique *Au milieu des sollicitudes* contre l'avis de la plupart des évêques et du prince d'Orléans. Ils sont à l'origine de la création d'une droite conservatrice et catholique mais républicaine, qui représente les racines de la démocratie chrétienne.

4. Maurice Monier, publiciste (*Le Réveil du Nord*), socialiste, a été chef de cabinet du ministre Anatole de Monzie en 1924, Grand Maître de la Grande Loge de France en 1923-1924 puis en 1930-1931. Léon Escoffier, avocat, député-maire de Douai, a été membre de la Loge douaisienne. Eugène Lenglet, instituteur à Dorignies, a été initié en 1905 mais a dû démissionner de la Loge en 1921 après le congrès de Tours suite à l'interdiction faite par le Parti communiste à ses membres d'adhérer à la Franc-maçonnerie.

5. Le qualificatif de « brave » est ici ironique et ne fait pas allusion à une bravoure supposée au combat, il doit plutôt être compris dans le sens populaire « il est bien brave ! » qui laisse entendre une intelligence limitée.

6. Louis Brizzolara, né en 1848 à Bardi (Italie), était négociant en mercerie à Somain et membre fondateur de la Loge de Douai en 1896.

7. Les chroniques locales parues dans *Le Démocrate* sont toujours signées de pseudonymes (Lucy Fer, Lex, Nemo, Osc. Salate, Chicanier, Véritas, Francus, Fanfan, A. Duroseau, Mordax, Oscarqui, C. Tordant, Bibelot, Aki Letour et Micomelle Zautes...), ce qui leur sera reproché par leurs adversaires : « *Ce qui distingue les rédacteurs du Démocrate, c'est le soin vraiment exagéré avec lequel ils dissimulent leur état-civil... Ils poussent la prudence jusqu'à choisir de nouveaux pseudonymes chaque semaine* » (*Douai républicain*).

8. Limbour est un des promoteurs de la création des Bains douaisiens

9. Ces réclames sont pratiquement toujours les mêmes durant l'existence du journal : les Bains douaisiens, le cabaret La Taverne, la mercerie en gros Brizzolara-Taisne à Somain, le marchand de vins Delcroix à Aniche et Adida, un chapelier de la rue des Ferronniers.

10. Jean Dumont est né en 1871 à Beauzelle en Haute-Garonne.

11. Armand Cardon (1860-1923), avocat puis agriculteur, républicain progressiste, député de 1900 à 1906.

12. « *Exotiques est le dernier cri du mépris, la manière de remercier ceux qui viennent apporter à Douai leur intelligence, leur travail* » (*Le Démocrate* du 31 mars 1901).

13. François Debève (1837-1921), agriculteur, républicain progressiste, député de 1898 à 1906.

14. Charles Goniaux sera élu député en 1906 contre l'adjoint Émile Dumont grâce au surprenant désistement de Debève en sa faveur au deuxième tour.

15. Homme hypocrite qui résout adroitement et au mieux de ses intérêts les cas de conscience délicats (Robert).

16. *Douai républicain* du 28 février 1904 parle du Cercle démocratique comme « *un groupe autrefois calomnié et combattu par toutes les autorités, opiniâtre dans ses convictions et sa résistance* ».

17. *Douai républicain* du 28 mars 1904 rend compte des obsèques civiles de Druelle à Arras et signale « *l'absence remarquée des élus de Douai à l'élection desquels Druelle avait beaucoup contribué* ».

18. Éliacin : personnage d'*Athalie* de Racine, élevé en secret. Son nom désigne souvent un enfant couvé et protégé.

19. Le titre exact est « Le duc d'Orléans et les chasseurs à pied », publié à Saint-Omer en 1891, qui célèbre la prise de la smala d'Abd el Kader en 1843.

20. Cet article signé Verrès, du nom d'un fameux concussionnaire romain, paraît dans le numéro du 24 août 1902.

21. Lors des élections municipales de 1904, l'Alliance républicaine démocratique de Francis Godin entre dans la liste Bertin qui s'est débarrassée des éléments de la droite traditionaliste et obtient vingt-trois élus contre la liste radicale-socialiste de Jésupret, Desmarests, Limbour et Escoffier qui sont élus, Jésupret obtenant davantage de suffrages que Bertin ! La liste de droite n'a aucun élu.

En 1908, Limbour et les radicaux du Cercle démocratique rejoignent la liste Bertin (« *Une union bénie dans la Loge maçonnique chère à Mr Limbour* » affirme le journal *L'Écho douaisien*) alors que les radicaux-socialistes Jésupret et Demarest s'allient avec les socialistes Goniaux et Escoffier pour former un Bloc républicain. Limbour n'est pas élu : « *Très visé à droite et à l'extrême-gauche, il est victime de la rectitude de son caractère* » (*Douai républicain*).

Le Mouvement Missionnaire Intérieur Laïque de France : une intense activité éditoriale

Par Laurie LARVENT

En mars-avril 2012 ont été édités simultanément les numéros 505 de *La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ* et 332 de *L'Étendard de la Bible*, deux journaux religieux bimestriels d'un mouvement protestant ultra-minoritaire : le Mouvement Missionnaire Intérieur Laïque (MMIL), branche française d'un mouvement états-unien¹. Ils développent la doctrine du MMIL pour le moins originale, mais complexe. Publiés avec une régularité métronomique, ils sont ensuite envoyés aux abonnés. Cette activité éditoriale est une des caractéristiques du mouvement depuis son apparition.

■ Le MMIL un mouvement protestant

Le MMIL apparaît aux États-Unis en décembre 1918². Fondé par un juif, Paul Samuel Léo Johnson (1873-1950), ce mouvement est issu des Étudiants de la Bible, dont le fondateur est Charles Taze Russell (1852-1916). La mort de ce dernier provoque des dissensions, des schismes et dans ce cas précis la création d'une soixantaine de mouvements dont les plus connus sont : le MMIL, Les Amis de l'Homme, Les Étudiants Libres de la Bible, L'Aurore, et enfin L'Association des Témoins de Jéhovah ; ce dernier mouvement est sans aucun doute le plus visible dans le paysage religieux contemporain.

Le MMIL est un ardent défenseur de la doctrine de Russell, considéré à bien des égards comme le dernier réformateur, dont la doctrine est élaborée dans ce « bouillonnement religieux du Réveil » américain du XIX^e siècle, période de « renouvellement » où la foi est revitalisée par « la prédication et l'action de chrétiens fervents »³. Comme certains de ses contemporains, Russell insiste sur l'autorité de la Bible et sur la doctrine du sacrifice expiatoire du Christ. Selon lui, la vie éternelle est possible et garantie grâce au sacrifice du Christ venu sur terre pour racheter la race humaine entière sans distinction, comme « rançon », au péché originel d'Adam. Ce sacrifice ne garantit pas automatiquement la vie éter-

nelle mais donne une occasion favorable au jour du jugement. Si cette rançon est acceptée par les hommes, ils sont considérés comme « justifiés » et peuvent obtenir la vie éternelle.

Johnson prolonge la pensée de Russell. Tout comme lui, il défend à travers le MMIL l'idée de la présence de Christ de façon invisible depuis 1874, c'est donc un mouvement adventiste⁴. Cette présence inaugure immédiatement le millénium – règne de 1000 ans – considéré aussi comme une période de jugement, ce qui rattache le MMIL à la sphère des mouvements millénaristes. De fait, l'ensemble de l'humanité est soumis à une épreuve au terme de laquelle est accordée la vie éternelle sur une terre paradisiaque pour les justes devenus parfaits ou la mort pour les incorrigibles. Enfin, ce mouvement s'affiche clairement comme sioniste. Il reprend les idées défendues en son temps par Russell⁵. Mais à la différence des mouvements sionistes évangéliques contemporains, le MMIL ne cherche pas à convertir les Juifs mais à rendre témoignage auprès d'eux et plus largement auprès des chrétiens, tout en rappelant les promesses faites dans le livre de Jérémie ; le MMIL présente un christianisme sioniste résolument différent.

■ Un journal chasse l'autre

La filiale française du MMIL s'ouvre officiellement en France en janvier 1926. Les premiers fidèles sont peu nombreux, cent vingt personnes⁶, et se répartissent essentiellement dans le Nord avec les *ecclesias* (nom donné à leur lieu de culte) des villes de Denain (Nord), de Bruay-en-Artois (Bruay-la-Buissière aujourd'hui) et de Lens pour le Pas-de-Calais, d'Amay-Gohissard (Belgique wallonne). Paris est également touchée. Le reste du territoire ne semble pas affecté par cette nouvelle doctrine. La présence dans ces terres septentrionales d'une communauté importante d'Étudiants de la Bible, disciples de Russell, en est la raison principale. Cependant, bien qu'ayant déjà rompu quatre ans auparavant (en septem-

bre 1922) avec les Étudiants de la Bible francophones (futurs Témoins de Jéhovah) suite à des désaccords doctrinaux avec la nouvelle direction états-unienne dirigée par Joseph Rutherford, ces russellistes ne sont pas encore prêts à rejoindre l'un quelconque des mouvements schismatiques. Ces membres, emmenés par Joseph Lefèvre (1883-1964) du groupe de Paris et Élie Larvent (1882-1954) du groupe de Denain, décident de publier un périodique : *La Bonne Nouvelle du Royaume de Christ* afin de remplacer *La Tour de Garde et Messenger de la Présence de Christ* qui n'était plus conforme à leurs yeux à la doctrine de Russell.

Ce périodique a une double fonction : être un organe de ralliement entre les russellistes français et présenter des points de doctrine de Russell. Le premier numéro paraît le 25 mars 1923 avec en première page le sous-titre suivant : « journal mensuel d'études bibliques » pour devenir en 1925 : « bulletin des associations de langue française pour l'étude biblique ». Ce changement de titre n'est pas anodin et témoigne de l'existence de groupes dispersés sur l'ensemble du territoire français.

Les premières éditions se composent de huit pages, mais les difficultés matérielles retardent leur parution. Dès juillet 1923, le périodique devient un bimestriel de seize pages de format 25 × 21 cm. L'impression est confiée à un professionnel d'Étampes (Imprimerie Frères et C^{ie}) mais tout le travail de traduction, de rédaction et de publication est assuré par un comité biblique composé de six membres : trois Denaisiens (Larvent, Fontaine, Bisiaux) et trois Parisiens (Lefèvre, Roussel, Hennebert). Un budget de 6000 francs⁷ a été nécessaire au lancement de ce périodique. Vingt-cinq personnes souscrivent quarante parts de cent francs (4000 francs), le reste est venu de l'étranger : Australie (1525 francs), de l'Angleterre (694 francs) pour l'année 1923. Sans cette aide, la publication du journal n'aurait pas pu se faire dans de bonnes conditions car le prix modique de

Le Mouvement Missionnaire Intérieur Laïque de France

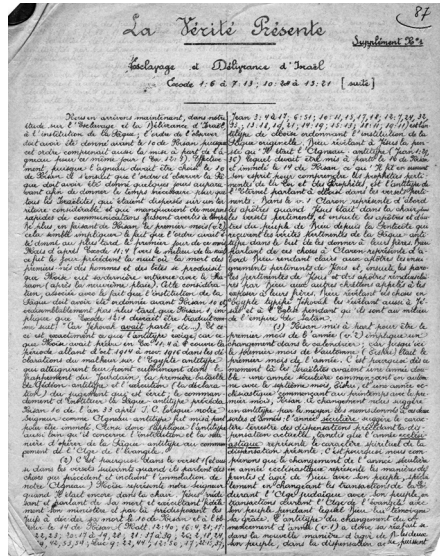
l'abonnement (7 francs soit approximativement 5,83 € d'aujourd'hui) n'aurait pu subvenir aux frais d'impression et d'administration (achat de matériel, entretien, expédition de journaux, correspondance). En effet, le produit des abonnements n'est que de 531 francs (soit soixante-quinze abonnés) et ne suffit pas à équilibrer les finances. Pourquoi un tel écart ? Premièrement éviter que le prix soit un obstacle pour le lecteur potentiel et secondement en faire un organe de propagande. Il est d'ailleurs imprimé à plusieurs centaines d'exemplaires (aux alentours de 1000) donc bien au-delà du nombre total d'Étudiants de la Bible russellistes francophones.

Le comité d'études bibliques décide des articles à publier mais n'en rédige aucun. Seules les rares informations à la première et la dernière pages sont du comité. L'ensemble du périodique est donc composé d'articles de Russell publiés dans les *Watch Tower and Herald of Christ's Presence* durant la période 1879-1916. Cependant le choix des articles n'est pas le fruit du hasard mais répond à une actualité précise : la proximité de la Pâque ou un rappel sur un point de doctrine mal compris. Aucune illustration ne ponctue les articles à part celle présentée en première page qui rappelle celle du journal américain de Russell : « un phare » assailli par une mer démontée, « la croix et la couronne » (symbole des Étudiants de la Bible) et « l'armure du soldat de Christ » en référence au verset 12 de 1 Timothée 6.

Ce journal cesse de paraître en janvier 1926 lorsque le petit groupe d'Étudiants de la Bible scissionniste décide de rejoindre le MMIL de Johnson. C'est aussi à cette date qu'une première édition de *La Vérité Présence et Héraut de l'Épiphanie de Christ* en français voit le jour. Ce n'est pas exactement la version états-unienne puisque cette dernière est mensuelle alors que la française est bimestrielle. Le choix des articles de doctrine est du ressort des représentants français et se fait toujours en fonction des besoins spirituels des lecteurs francophones.

■ Une illustration qui donne sens à sa doctrine

La couverture du journal donne à voir le tabernacle dans le désert entouré des douze tribus d'Israël. On distingue en bas de la gravure le souverain sacrificateur



La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ, mai-juin 1940, n° 1 (supplément n° 87), version manuscrite et nardigraphiée par Élie Larvent (1915-2003).

(le grand prêtre), Aaron, vêtu d'une robe de lin ouvrant la porte du parvis (côté est) afin de remettre « le bouc pour Azazel » à « l'homme prêt ». À l'intérieur du parvis se trouve la tente (le tabernacle proprement dit). Pour y parvenir, le sacrificateur doit passer devant deux meubles : « l'autel d'airain » et « la cuve ». Le mobilier à l'intérieur de la tente est représenté dans des médaillons aux quatre coins de la gravure : en haut à gauche « l'autel des parfums » et à droite « l'arche du témoignage » avec ses deux chérubins qui surmontent le couvercle appelé « le propitiatoire ». « La table des pains de proposition » figure en bas à droite avec ses douze pains sans levain en deux piles, avec de l'encens au sommet de chacune d'elles, et « le chandelier à sept branches » est donné à voir en bas à gauche. Le dessin est une œuvre originale (sans doute d'un fidèle) et se trouve également en première page de toutes les éditions étrangères : états-unienne, polonaise, allemande, tchèque, lituanienne, ukrainienne, russe, anglaise, dano-norvégienne, suédoise, brésilienne, indienne. Ce dessin illustre un point de doctrine essentiel pour ces fidèles qui s'enracinent dans l'ouvrage de Russell publié en 1881 et intitulé : *Les Figures du Tabernacle, Types des sacrifices plus excellents*⁸ dans lequel une interprétation des textes de Lévitique, notamment du chapitre 16, est donnée. Nous n'entrerons pas le détail de cet herméneutique biblique, mais incontestablement ce parti pris témoigne du

rôle que s'est assigné Johnson à l'égard des disciples de Russell. Seize pages de format A4 (21 × 29,7 cm) composent ce périodique. La pagination est en continu à partir du premier numéro de janvier de chaque année.

La publication du périodique est essentielle au développement spirituel des fidèles. Les articles rédigés d'abord par Johnson puis par ses successeurs sont complexes et demandent de la part des lecteurs une connaissance biblique pointue. Le journal peut parfois être étudié au sein des *ecclesias* dans une réunion qualifiée d'« études bérennes ». Elle est animée par un ancien, élu par le groupe. Les fidèles répondent alors à ses questions ; la Bible est constamment consultée.

Pour lancer ce journal, la branche française peut compter sur l'aide financière conséquente des États-Unis. La première année, Johnson envoie 748 \$ (soit 21 404, 45 francs), alors que la branche française ne perçoit que 541 francs des fidèles français (quatre fois moins !). Les années suivantes, Johnson leur fait un don de 10 000 francs. L'importance de l'investissement de Johnson dans une édition française de son journal – il en fait de même dans les autres branches du mouvement dans le monde – témoigne de la nécessité d'un périodique pour diffuser sa doctrine. Il l'écrit lui-même : « la publication est notre travail principal et le plus important⁹ ». Ce n'est qu'en 1937 que la branche française du MMIL devient autonome avec l'arrivée Marcel Caron (1903-1976) nommé représentant de la branche française en remplacement de Lefèvre. Les dons, bien que modestes, permettent non seulement au mouvement d'éditer ses journaux, ses tracts, mais aussi d'envisager l'impression des livres de Russell en français.

La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ est imprimé par un professionnel : d'abord Terrier Frères et C^{ie} d'Étampes (le même que pour le périodique précédent : *La Bonne Nouvelle du Royaume de Christ* de janvier 1926 à janvier 1934 (du n° 1 au n° 48) puis par l'entreprise Marcel Puyfourcat Paris-Étampes jusqu'en mars 1940 (n° 85-86). De janvier 1951 (n° 139) à novembre 1956 (n° 174) le journal est imprimé par F. Planquart à Lille. À part ces dix-neuf années totalisant 121 numéros, le MMIL en France n'a plus eu recours à des pro-

Le Mouvement Missionnaire Intérieur Laïque de France



La couverture de *La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ*, mars-avril 2012, n° 505.

fessionnels pour l'impression de ses revues.

De fait, de la Seconde Guerre mondiale à 1951 (du n° 87 au n° 138), le groupe de Denain livre à l'ensemble de la communauté francophone une version manuscrite et nardigraphiée. Le nardigraphe est un appareil de reproduction qui opère par report sur vitre magique. L'original, écrit avec une encre spéciale, est reporté sur une vitre chimiquement préparée, où il est ensuite révélé en relief par l'action de produits chimiques. L'encre et le tirage se font ensuite comme s'il s'agissait d'un véritable cliché d'imprimerie. Le tirage est indéfini avec l'encre que l'on désire (une seule à la fois). La manœuvre est délicate du fait de l'action chronométrée de produits spéciaux et s'apparente aux opérations photographiques. Le nardigraphe donne des résultats parfaits lorsqu'on a saisi le tour de main. Grâce à cet appareil, les missionnaires intérieurs laïques peuvent continuer à lire et à étudier leur revue durant toute la durée de la Seconde Guerre mondiale et même au-delà (jusqu'en 1951) à moindre frais. Le choix des articles à traduire de l'anglais revient toujours à Caron mais les traductions sont le fait de Samuel Lambert de *l'ecclési* de Denain. Le jeune Élie Larvent (1915-2003), du même groupe, recopie les articles avec l'encre spéciale pour les reporter sur la vitre du nardigraphe, préalablement préparée avec les

produits chimiques. Le travail de tirage est long et fastidieux mais Larvent reçoit l'aide de son père et de sa sœur aînée. Après une courte période (1951 à 1957) où le MMIL eut recours à un professionnel, le journal est de nouveau imprimé par les fidèles du mouvement à partir de 1957 (n° 175). Une version cette fois-ci dactylographiée et imprimée par un duplicateur est envoyée aux abonnés. Les frais d'impression, trop élevés pour le peu d'abonnés, ont donc mis fin définitivement à la collaboration avec un imprimeur professionnel. Une petite phalange de fidèles se met en place autour de Caron, domicilié à Béthune (Pas-de-Calais), composée de traducteurs, de relecteurs, de dactylos, d'imprimeurs. Sa demeure permet de stocker les machines et la littérature. Aujourd'hui, l'ordinateur remplace la machine à écrire et le journal est tiré sur duplicopieur.

Il est difficile de connaître le nombre d'abonnés à *La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ*. Il semblerait qu'ils soient aux alentours de 64 en 1926. Toutefois, 578 numéros sont vendus, 671 l'année suivante. La moyenne pour les neuf premières années est de 410 numéros vendus. Le nombre d'abonnés est de 150 en 1932 et augmente progressivement pour atteindre 470 en 1957. Ce chiffre ne sera pas dépassé. Pendant trois décennies, le nombre d'abonnés se maintient; il baisse légèrement dans les années quatre-vingt-dix, où l'on passe sous la barre des 400 (388 en 1992). Ils ne sont plus aujourd'hui que 200¹⁰ (2008). Le décès de nombreux membres de la communauté des missionnaires intérieurs laïques explique cet effondrement. La communauté vieillit et la doctrine se transmet mal entre les générations.

■ De nouvelles publications

À côté de cette revue officielle une autre voit le jour en 1957: *L'Étendard de la Bible* destinée aux nouveaux fidèles. Les articles développent des aspects moins complexes de la doctrine. Après une parution très irrégulière pendant l'entre-deux-guerres, ce périodique devient bimestriel, vendu en supplément de *La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ*. Même si cette revue existait depuis longtemps aux États-Unis, les faibles moyens de la branche française ne permettaient pas d'envisager

jusqu'alors sa publication. La couverture donne à voir une photographie d'un phare entourée d'une mer calme. Un verset biblique est imprimé dans le halo lumineux: «envoie ta lumière et ta vérité: elles me conduiront...» (Psaumes 43:3). Cette illustration renvoie au journal de Russell. Le périodique compte douze pages numérotées également en continu à partir du mois de janvier de chaque année. 220 personnes y sont abonnées.

Par ailleurs, l'activité éditoriale de la branche française du MMIL s'internationalise après guerre. En 1948, une version polonaise de *La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ*: *Terazniejsza Prawda* est proposée aux fidèles de langue polonaise nombreux dans le Nord-Pas-de-Calais, mais aussi aux fidèles de Pologne, ainsi qu'à ceux installés aux Pays-Bas, en Allemagne, au Brésil et même aux États-Unis. Les articles sont traduits par César Obajtek (1919-2003), puis dactylographiés par Marian Kornobis et Marian Glowonia et enfin imprimés à Béthune puis à Barlin (Pas-de-Calais), nouveau centre du MMIL à partir de 1976. Le coût élevé de chaque numéro met fin à leur parution en 1993, d'autant plus que la branche polonaise du MMIL est alors capable de fournir à ses fidèles les deux revues du mouvement.

De 1963 à 1965, la branche française prend également en charge la publication, toujours à ses frais, des versions grecque et italienne de *La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ*, puis pendant deux ans de 1966 et 1967 d'une version grecque. Il est difficile d'évaluer le nombre d'abonnés dans ces deux pays, mais on peut supposer qu'ils sont aux alentours de trois cents.

Fort de cette expérience éditoriale, la branche française se lance également dans l'édition d'ouvrages doctrinaux, plus de trente. Seul le premier livre de Russell: *Le Divin Plan des Âges* est entièrement imprimé par une dizaine de fidèles du mouvement en 1000 exemplaires. Il a nécessité plus de trois ans de travail (de mars 1947 au 1^{er} août 1950). Les autres livres de Russell et de Johnson seront donnés à imprimer à des professionnels de la région Nord-Pas-de-Calais: Société Planquart à Lille, Imprimerie S.E.P. d'Arras, Imprimerie Lozé-Bertrand de Denain, Imprimerie

Une revue sur disquette

par Philippe BOOTZ

commerciale de Douai. Cette littérature, regroupée dans une collection intitulée «*Études dans les Écritures*», est destinée essentiellement à la vente: 47957 livres sont ainsi vendus de 1950 à 1999.

Par conséquent, l'activité éditoriale de la branche française du MMIL, loin d'être anecdotique, est consubstantielle à son existence! Le mouvement se présente d'ailleurs avant tout comme une maison d'édition avant d'être un mouvement religieux. C'est ici tout le paradoxe du MMIL. De plus, cette activité éditoriale singularise non seulement la branche française au sein du MMIL (la branche états-unienne ne fournit plus que quatre numéros par an – de quatre pages seulement – depuis 2002!) mais aussi, bien au delà, au sein de «la mosaïque protestante».

L. L.

Certifié d'Histoire-géographie, enseignant au collège Anne Frank de Lambersart et à l'Université Catholique de Lille en Histoire contemporaine, Laurie Larvent est docteur en Histoire moderne et contemporaine, diplômé de l'EPHE.

1. Pour de plus amples renseignements sur ce mouvement protestant je renvoie le lecteur à ma thèse de doctorat: *Le Mouvement Missionnaire Intérieur Laïque en France des origines à aujourd'hui, un mouvement de chrétiens millénaristes non trinitaires*, disponible à la bibliothèque de l'EPHE, Paris, 3 tomes, 789 p.

2. Date de parution du 1^{er} numéro de son périodique: *The Present Truth and Herald of Christ's Epiphany*, qui marque de fait la naissance de son mouvement: *Laymen's Home Missionary Movement (LHMM)*.

3. GAMBAROTTO (Laurent), «Réveil», dans *Encyclopédie du protestantisme*, dir. Pierre Gisel, Paris-Genève, Labor et Fides, 2006, p. 1220.

4. Le terme adventiste vient du latin *adventus*: venue.

5. Dès 1891, dans son livre intitulé: *Que Ton Règne Vienne*, Russell prédit un retour d'Israël en Palestine. Selon lui, les Juifs sont les premiers à obtenir les faveurs millénaires.

6. *La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ*, janvier 1927, n° 7.

7. 1 franc de 1920 équivaut à peu près à 0,83 € d'aujourd'hui.

8. RUSSELL (Charles Taze), *Les Figures du Tabernacle, Types des sacrifices plus excellents*, Barlin, MMIL, 3^e édition, 1987.

9. *La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ*, janvier 1927, n° 7.

10. Il s'agit du chiffre communiqué le 21 octobre 2008 par Alain Viard, responsable du service abonnement à *La Vérité Présente et Héraut de l'Épiphanie de Christ* du MMIL.

Lorsqu'en 1997 on tapait le mot «revue» dans l'Encyclopaedia Universalis, deux références sortaient: la N.R.F. et alire. La N.R.F., plus grande revue française de littérature imprimée, et alire, sans doute la plus petite revue de littérature numérique, créée en 1989. La revue reste référencée dans cette encyclopédie, ce qui montre la position paradoxale qu'elle tient dans le paysage éditorial français.

■ Un contexte favorable

La rencontre entre littérature et informatique

Pour le comprendre il faut examiner un tant soit peu les relations entre l'informatique et la littérature. Bien avant de s'imposer comme un outil de calcul, l'ordinateur est avant tout une machine de langage. Alan Turing a, dès 1950, orienté l'intelligence artificielle balbutiante sur la voie de la combinatoire langagière. S'inspirant de ces idées, Christopher Strachey, un ingénieur, programma en collaboration avec Turing un générateur de lettres d'amour en 1952, ouvrant ainsi une période très longue de «littérature numérique combinatoire», durant laquelle l'ordinateur a été utilisé comme outil «d'aide à la création littéraire» permettant de manipuler les structures syntaxiques du langage. Une telle orientation ne pouvait manquer de rencontrer en France l'un des mouvements poétiques les plus importants, l'OULIPO. L'OULIPO, Ouvroir de littérature potentielle, a été créé en 1961 par Raymond Queneau et François Le Lionnais. Son objectif est l'analyse et la découverte de structures langagières. L'OULIPO manipule le langage à l'aide de règles combinatoires, non dans une visée d'intelligence artificielle mais dans le cadre d'une conception littéraire française que Valéry a particulièrement bien décrite et qui considère qu'un texte est le résultat d'une succession de choix qui réduisent un «possible à chaque instant». La rencontre entre l'OULIPO et l'informatique est de fait assez tardive: Paul Braffort programme en 1975 les *Cent mille milliards de poèmes* de Queneau pour l'exposition Europalia à Bruxelles. L'OULIPO considérera finalement que l'exploration des relations entre littérature et informatique est un sujet en soi. Ce qui débouchera en 1981 sur la création d'un groupe français indépendant

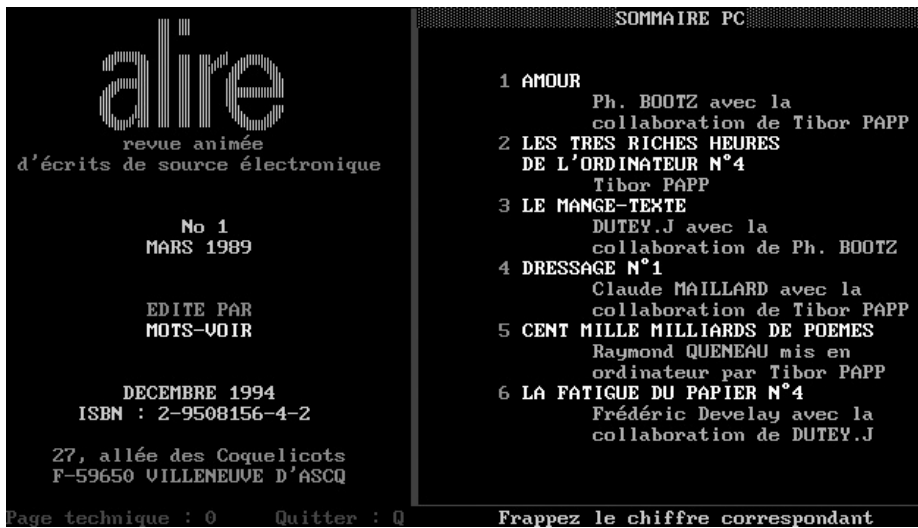
traitant spécifiquement de cette question: l'ALAMO (Atelier de littérature assistée par la mathématique et les ordinateurs). L'ALAMO sera fortement soutenu par le ministère de la Culture et distillera durablement en France la conception combinatoire de la littérature numérique, à savoir l'idée que le texte résulte d'un calcul linguistique que l'ordinateur est particulièrement adapté à réaliser.



1985: une année cruciale

1985 sera une date importante pour la création de *alire*. Cette année-là, Jean-François Lyotard organise au centre Pompidou l'exposition «Les Immatériaux» qui est la première exposition d'art numérique en Europe. Jean-Pierre Balpe, un des membres fondateurs de l'ALAMO, y organise une exposition de générateurs de textes. La génération est alors la conception dominante en littérature numérique. Pourtant, la même année, toujours au centre Pompidou mais dans le cadre du festival Polyphonix, un poète hongrois issu du courant de la poésie sonore et visuelle, Tibor Papp, projette sur dix écrans le premier poème animé programmé. C'est un acte fondateur de la seconde conception apparue en littérature numérique, qui s'est largement imposée depuis, celle de l'animation de texte. Cette

Une revue sur disquette



Ce sommaire de la disquette PC du numéro 1 est celui de la réédition de 1994. Il s'agit bien sûr des œuvres du numéro 1 original mais cela explique la présence des 2 dates.

conception s'oppose à la combinatoire sur plusieurs points : elle refuse de considérer que le texte résulte uniquement d'un traitement algorithmique, elle réinjecte, par l'animation, une expressivité et une dimension sensible qui sont, en quelque sorte, le pendant visuel à la «sonorité» traditionnellement travaillée par les poètes. L'animation, en quelque sorte, redonne «corps» au poème. Cette démarche est également la première affirmation de l'existence d'une poésie spécifiquement destinée à être lue sur écran. En effet, les générateurs de texte produisent souvent des textes destinés à être imprimés. Ainsi, Beaubourg a archivé des milliers de pages imprimées de textes générés lors de l'exposition «Les Immatériaux». Le troisième événement culturel qui permettra la naissance de la revue est la création, toujours en 1985, de la revue télématique *Art Accès* par Frédéric Develay et Orlan. Cette revue sur minitel ne publiera que trois numéros, mais plusieurs auteurs qui fonderont *alire* y participeront. Le minitel permettait déjà de faire des animations rudimentaires en chaînant les pages. Enfin, 1985 est l'année où le gouvernement lance son programme «informatique pour tous» qui créera une émulation en France pour l'informatique et une prise de conscience de son importance.

Ainsi, à l'aube de la création de *alire*, plusieurs conditions favorables sont réunies en France : un contexte socio-économique sensibilisé à l'informatique et habitué à la télématique qui en est très proche et surtout un débat littéraire qui oppose deux conceptions de la littérature numérique :

la génération et l'animation. La conception générative est bien implantée dans le paysage culturel, alors que la littérature animée est très marginale. Bien sûr, à l'époque, la littérature numérique concerne au total moins d'une dizaine d'auteurs sur le territoire. Pourtant, ces deux conceptions deviendront dans les années 1990 deux des trois axes fondamentaux sur lesquels se construiront les littératures numériques sur le plan international. Le troisième axe, l'hypertexte, n'en est qu'à ses prémices en 1985, année où Michael Joyce démarre la construction du tout premier hypertexte de fiction américain qui ne verra le jour qu'en 1987. La France joue ainsi un rôle moteur dans le développement de la littérature numérique à cette époque, ce qui explique la place internationale que prendra la revue *alire* dans les années 1990.

Une rencontre décisive

Frédéric Develay n'a pas perçu le potentiel de développement de l'informatique. Il faudra attendre 1988 pour qu'il mette en relation avec Tibor Papp. Cette rencontre fut décisive. Constatant que nos conceptions sur la littérature numérique concordent, Tibor, qui est un des principaux animateurs depuis Paris de l'avant-garde poétique hongroise à travers sa revue *Magyar Műhely*, me propose la création d'une revue de poésie électronique. Il la considère comme une revue d'avant-garde, ce qui présuppose qu'elle soit portée par un groupe littéraire. C'est ainsi que nous pensons à créer le groupe L.A.I.R.E. (Lecture, Art, Innovation,

Recherche, Écriture) composé de Tibor Papp et Claude Maillard qui collaborait avec lui à une œuvre poétique numérique, Frédéric Develay qui réalisait également des œuvres poétiques animées et qui avait l'expérience d'*Art Accès* et enfin Jean-Marie Dutey et moi-même qui travaillions ensemble à la création d'œuvres poétiques animées programmées à Villeneuve d'Ascq au sein de l'association MOTS-VOIR. Tous ces auteurs étaient issus des poésies concrètes et programmaient de la poésie animée. L.A.I.R.E. constituait ainsi un groupe homogène. Il fut invité à présenter une exposition de poésie numérique lors de la manifestation de préfiguration de la maison de la poésie du Nord-Pas-de-Calais à Beuvry en 1988. Cette première manifestation publique fut l'occasion de roder la présentation publique du groupe et de rassembler le matériau qui constituera le premier numéro de la revue. C'est d'ailleurs au cours de cette manifestation que la revue est créée. Son nom, *alire*, est l'anagramme du nom du groupe.

Tibor et moi n'avions pas les mêmes conceptions sur le rôle de la revue. Pour Tibor, la revue était l'organe éditorial d'un mouvement littéraire, le lieu où pouvaient s'exprimer ses conceptions et être publiées ses productions. Pour ma part, je considérais la revue comme une opportunité pour orienter le développement de la poésie numérique. J'estimais fondamental de permettre le développement d'une littérature destinée à une lecture individuelle, dans un cadre privé et intime. Ces conceptions complémentaires ont fonctionné toutes deux. Pour tous deux, enfin, la revue était le moyen d'affirmer l'existence d'une poésie native numérique utilisant des propriétés spécifiques de l'informatique. C'est pourquoi, dès cette réunion, nous avons décidé de publier les programmes des œuvres sous une forme exécutable et non le résultat de l'exécution. Dès ses origines, L.A.I.R.E. a affirmé que le programme et le processus d'exécution de ce programme sont des composantes de l'œuvre. Autrement dit que l'œuvre n'est pas uniquement le résultat d'un calcul, qu'elle n'est pas réductible à ses algorithmes mais qu'elle possède une matérialité, même si celle-ci diffère de la sonorité de l'oralité et de la sensualité tactile du livre.

L.A.I.R.E. prit son siège social à Villeneuve d'Ascq et fut l'éditeur de *alire*

Une revue sur disquette

jusqu'en 1994. MOTS-VOIR, association que je présidais, la reprit en 1994 mais cela ne changea rien au fonctionnement pratique de la revue, L.A.I.R.E. en demeurant le comité éditorial.

■ La vie de la revue

Complémentarité du numérique et de l'imprimé

Le tout premier numéro d'*alire*, le 0.1, fut composé pour la présentation du groupe à la revue parlée du centre Pompidou le 16 janvier 1989. Il s'agit d'un livre objet qui regroupe des disquettes pour différents ordinateurs (PC, Atari) ainsi que des œuvres visuelles et une cassette audio. La véritable nature de la revue n'apparaît qu'avec le numéro 1 publié quelques mois plus tard. Ce numéro reprend sur PC le contenu informatique du numéro 0.1 mais ne reprend aucune des œuvres sur les autres supports. Il est publié sur disquettes, accompagné d'un petit livret imprimé qui fournit le sommaire et des textes théoriques, le tout étant contenu dans une boîte plastique destinée normalement à contenir des disquettes. Cette présentation affirmait la nature irréductiblement informatique des œuvres, sans faire l'amalgame du tout numérique : les textes théoriques n'ayant pas besoin de se présenter sous forme numérique demeuraient imprimés. Il n'y eut jamais dans *alire* d'exclusion de l'imprimé, contrairement au débat qui oppose encore parfois les tenants de l'informatique et ceux de l'imprimerie. Les différents supports étaient utilisés pour leurs propriétés respectives.

Cette forme éditoriale subsista jusqu'en 1994, les disquettes PC étaient complétées de disquettes MAC comportant des œuvres différentes. La revue prenait de l'ampleur, le nombre de disquettes augmentait et la boîte devenait étroite. En 1993, il s'avéra nécessaire de reprogrammer l'ensemble des œuvres PC des neuf premiers numéros pour prendre en compte l'augmentation exponentielle de vitesse des machines, ce qui fut fait en 1994. Profitant de l'envolée du cédérom culturel, cette réédition fut publiée sur cédérom à partir de 1995 sous le nom de «salon de lecture électronique». C'est sous la forme de cette seconde édition que les œuvres de l'ensemble des neuf premiers numéros est encore en vente et exécutable sur les ordinateurs actuels, contrairement à bon nombre de cédéroms de l'époque.

Un projet éditorial viable

La revue ne pouvait évidemment pas prétendre toucher le «grand public» lors de sa création : ce type de littérature n'existait pas, les gens avaient beaucoup de difficulté à lire sur écran, et plus encore lorsqu'il s'agissait de textes animés comme l'était la majorité des œuvres publiées dans *alire*. La stratégie éditoriale adoptée a consisté à atteindre des médiateurs culturels : médiathèques, bibliothèques universitaires. La revue n'a jamais demandé de subvention, mais elle s'est autofinancée au bout de quelques années. Mis à part le matériel qui était de toute façon nécessaire pour créer, elle ne coûtait presque rien : les numéros étaient produits à la demande et sous une forme assez rudimentaire. Elle est même devenue bénéficiaire à partir de 1994, ce qui a permis de presser les cédéroms des numéros 10 à 12 en petites séries, de «designer» leur pochette et de passer par un diffuseur. C'est bien parce qu'*alire* n'a jamais eu la volonté de s'étendre qu'elle a pu subsister jusqu'à aujourd'hui. L'édition électronique n'existait pas en 1989, les premières maisons ne s'y lancèrent qu'au début des années 2000 en liaison avec les premiers livres électroniques et ce fut un échec. Ce n'est qu'aujourd'hui que les conditions d'une véritable édition littéraire numérique sont réunies. Elle ne prendra certainement pas la forme éditoriale d'*alire*, et ne sera pas dédiée spécifiquement à la littérature programmée mais sans doute plutôt à la littérature multimédia interactive.

Projet littéraire, *alire* a survécu aux modes éditoriales : celle du cédérom puis celle du développement de l'Internet et des blogs. Si sa publication a cessé après le numéro 14 en 2010, ce n'est pas à cause de problèmes éditoriaux mais simplement parce que le projet littéraire qu'elle portait ne nécessite plus l'existence d'un lieu de publication spécifique dans le contexte culturel actuel. La poésie programmée n'a plus à s'imposer et elle a été relayée par des entreprises éditoriales électroniques moins spécifiques comme DOC(K)S en France, la revue *bleuOrange* au Canada ou l'Electronic Literature Collection aux USA.

Une vision anticipatrice

Alire a anticipé, bien avant l'existence du Web, les conditions actuelles de la littérature numérique : une littérature multimédia destinée à être lue individuellement sur

écran. Elle a également anticipé une pratique créative de programmation informatique littéraire, pratique qui sera baptisée en 2001 «codework» par Alan Sondheim. Le concept d'une littérature du code sera travaillé entre 2003 et 2007, dans l'esprit d'*alire*, au sein du collectif international Transitoire Observable créé par Tibor Papp, Alexandre Gherban et moi-même. Ce collectif, axé sur les formes programmées, regroupera des auteurs et artistes numériques français, allemands, hollandais, brésiliens et américains. Le numéro 12 d'*alire* lui est consacré.

■ L'impact d'alire

Un des deux piliers éditoriaux de la littérature numérique

Alire a eu un impact profond sur la poésie numérique, et pas seulement en France. Elle constitue l'un des deux piliers fondateurs de l'édition littéraire numérique, le second étant la maison d'édition américaine Eastgate System, fondée en 1987, qui publia les hypertextes de fiction américains. *Alire* a été reconnue dès 1990 par un chercheur espagnol, Orlando Carreño, comme la plus ancienne entreprise éditoriale numérique en poésie. L'histoire de la littérature numérique est maintenant bien connue et cette assertion a été confirmée. *Alire* est très vite apparue comme le seul lieu de publication au monde de la poésie animée jusqu'en 1997 malgré l'existence éphémère d'autres lieux de publication. C'est pour quoi elle a été sollicitée par des auteurs européens, nord et sud américains, peu nombreux à l'époque, qui œuvraient dans cette direction. Elle s'est ainsi ouverte à l'international à partir de 1994 et possède un fond historique fondamental : la plupart des auteurs des années 1990 ont produit une œuvre dans *alire*, et notamment ceux qui ont fait évoluer les conceptions au début des années 1990. Cette situation lui confère aujourd'hui une position un peu mythique dans le paysage international de la littérature numérique.

Une activité de diffusion indirecte en France

Alire a activement participé à la diffusion de la littérature numérique en France et à la dégager de la conception simplement algorithmique de l'ALAMO. Elle a été présentée dans plusieurs galeries, émissions de radio et manifestations en France et en Europe et ce dès sa création, puis sur le continent américain à partir de 1996.

Une revue sur disquette

Les numéros 0.1, 10 et 12 ont notamment été présentés au centre Pompidou. Elle a collaboré dans les années 1990 et 2000 à des journées de la poésie, a donné lieu à plusieurs articles dans des journaux grand public ou des journaux plus spécialisés en littérature et informatique. Elle a même collaboré en 1996 avec la revue *Science et Vie Micro*, une revue généraliste en informatique grand public importante à



La pochette du salon de lecture est la couverture de la pochette du CDROM le salon de lecture électronique (1995) qui regroupait les neuf numéros de la réédition de 1994 (*alire* 1 à 9).

l'époque et diffusée en kiosque. Elle publia une partie de son fond éditorial dans le cédérom fourni avec cette revue. Elle a également collaboré en 2004 à un cédérom éducatif sur les poésies du XX^e siècle, publié par le CRDP de Grenoble pour le collège et le lycée.

Alire aujourd'hui

Alire a peu à peu regroupé tous les auteurs français de poésie numérique et a permis l'émergence d'une esthétique typiquement française connue sous le nom « d'esthétique de la frustration ». Elle a ainsi très activement contribué à faire jouer à la France un rôle moteur qui se traduit aujourd'hui par une présence d'auteurs français dans les instances

Bibliographie :

- Philippe Bootz, *Les Basiques : La littérature numérique*, Leonardo Olats (collection les basiques), 2007, <http://www.olats.org/livresetudes/basiques/litteraturenumerique/basiquesLN.php>
 Philippe Bootz, « Poetic Machinations », E. Kac (ed.), *Media Poetry: an International Anthology*, Bristol (UK)&Chicago: Intellect Books, 2007, pp. 213-228
 Philippe Bootz, « *alire* : a recentless literary investigation », trad. J. Stevens, *Electronic Book Review* n° 9, 1999 <http://www.altx.com/ebtr/reviews/rev9/r9boo.htm>
 Philippe Bootz, « poésie et informatique », analyse théorique et réalisation de la partie consacrée à la littérature informatique du CDROM *créations poétiques au XX^e siècle visuelles, sonores, action...*, CDRP de Grenoble, octobre 2004
 Chris Funkhouser, *Prehistoric digital poetry an archaeology of forms, 1959-1995* Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2007.

décisionnelles de tous les organismes internationaux en littérature numérique. Des œuvres publiées dans *alire* sont présentes dans toutes les anthologies internationales depuis le milieu des années 1990 et sont référencées, ainsi que la revue, dans toutes les encyclopédies thématiques et bases de données internationales consacrées à la littérature numérique. Un chercheur américain, Chris Funkhouser, a même commenté l'ensemble des œuvres PC publiées dans les premiers numéros de la revue dans son ouvrage *Prehistoric Digital Literature*, qui retrace l'histoire de la littérature numérique.

Alire : une aventure culturelle ancrée en région

La revue, de par les conditions de sa création et la localisation des associations L.A.I.R.E. et MOTS-VOIR qui l'ont animée fait aussi partie de l'histoire culturelle de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a pourtant été très peu soutenue sur le plan régional et c'est regrettable. Alors qu'elle était déjà présente dans l'encyclopédie et à la grande manifestation « p0es1s » à Berlin, il n'a pas été jugé utile de lui trouver une petite place dans Lille 2003. Il faut donc rendre hommage à ceux qui l'ont soutenue, et notamment à la médiathèque de Roubaix où la revue fut notamment installée sur une borne au rayon jeunesse en 1997, expérience qui confirma l'intérêt des jeunes pour cette littérature. La médiathèque de Roubaix est d'ailleurs un des très rares lieux à posséder la collection complète de la revue, y compris les tout premiers numéros. Peut-être un trésor de notre patrimoine numérique naissant ? En tout cas un moment de son histoire.

Ph. B.

Agrégé de physique, docteur en physique et en communication, Philippe Bootz est maître de conférences à Paris8.

Lire la presse ancienne ?

Quiconque désire se renseigner sur la vie politique, sociale, économique, ou simplement les événements sportifs, culturels y trouve une mine inépuisable dans la presse ancienne. La marche du temps, l'évolution des modes de vie, celle des mentalités apparaissent à visage découvert.



Roubaix et Tourcoing possèdent un formidable trésor constitué par les journaux parus sur leur territoire depuis 1840 et qui racontent l'incroyable bouleversement qu'elles vécurent au XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècle. Déjà microfilmées pour l'essentiel par les deux bibliothèques partenaires, ces collections sont aujourd'hui en passe d'être numérisées et mises en ligne. Pour faciliter l'accès à l'information, il sera possible de faire une recherche dans le texte de chaque page de ces journaux. Voici les titres concernés, au total plus de 380 000 vues. Le corpus s'étend de 1840 à 1945 :

- *L'Indicateur de Tourcoing et de Roubaix*, de 1840 à 1913 ;
- *Le Journal de Roubaix*, de 1856 à 1945 ;
- *L'Avenir de Roubaix-Tourcoing*, de 1888 à 1914 ;
- *L'Égalité de Roubaix-Tourcoing*, de 1895 à 1944 ;
- *Le Courrier de Tourcoing*, de 1902 à 1907 ;
- *Roubaix-Tourcoing*, 1891 *La Croix de Roubaix-Tourcoing*, de 1901 à 1914.

L'évolution de la publicité dans *L'Écho de la Lys* de 1837 à 1914

par Martie OUDAR

La publicité aujourd'hui est partout. Souvent envahissante, parfois contestée, elle est devenue un secteur économique à part entière. Il n'en était pas de même au XIX^e et au début du XX^e siècle où elle était surtout cantonnée à l'imprimé : affiches, tracts et presse écrite. Le développement de la réclame, comme on l'appelait alors, accompagne, des années 1830 à la Première Guerre mondiale, l'essor de l'industrie et du commerce. Elle est le reflet de l'extension des marchés qu'elle contribue à développer. Elle apparaît dès le deuxième numéro de *L'Écho de la Lys*, l'hebdomadaire d'Aire-sur-la Lys, daté du 13 octobre 1837. Elle disparaît provisoirement des colonnes du journal le 23 août 1914, se limitant à une annonce de chaque côté du titre. Entre ces deux dates, l'évolution de la publicité dans *L'Écho de la Lys* est significative. Sa place et son importance dans le journal sont grandissantes, les types de produits et de services marchands proposés changent et les messages publicitaires se transforment.

■ Une place grandissante

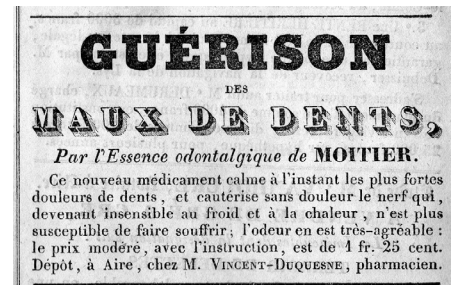
Dans les premières années, la place de la publicité est très limitée. La première annonce, parue le 13 octobre 1837, s'étale sur 6 cm² en page trois d'un journal qui en compte quatre. Elle apparaît seule dans une rubrique « Annonces et avis » surtout alimentée par les insertions des notaires pour des ventes ou des locations de biens immobiliers. Les semaines suivantes les annonces deviennent plus nombreuses. L'éclosion de la publicité et son accroissement correspondent à ce que l'on rencontre dans la presse écrite de ce temps. Le 16 juin 1836, Émile de Girardin fait insérer pour la première fois des annonces commerciales dans le journal *La Presse* qu'il fonde cette année-là. Ainsi le prix des journaux baisse, le tirage augmente, le lectorat s'étend. En 1838, il écrit : « En France, l'industrie du journalisme repose sur une base essentiellement fautive, c'est-à-dire plus sur les



Le premier numéro de *L'Écho de la Lys*, paru le 6 octobre 1837, ne comportait pas de réclame. (Collection Bibliothèque d'Aire-sur-la Lys. Photo Véronique Goblet)

abonnements que sur les annonces¹. » Les éditeurs de journaux lui emboîtent le pas et *L'Écho de la Lys* n'est en reste ; il est certain que la publicité et les annonces des notaires, les offres et les demandes d'emploi servaient à l'équilibre financier du journal. Le prix de l'abonnement annuel était de 10 F, soit un prix assez élevé si on en juge par les fréquentes demandes de coabonnés. En 1837, le prix des insertions était de 20 centimes la ligne. Une remise était faite aux abonnés. En 1910, les tarifs furent détaillés et plus élevés : 0,20 centime la ligne pour les annonces, 0,30 centime la ligne pour les réclames, 0,50 centime pour la chronique locale. Les annonces dites par abonnement étaient traitées de gré à gré. Pierre Kerlévéo dans son article sur l'histoire du journal écrit : « À partir de 1856, *L'Écho de la Lys*, imprima régulièrement une page de

publicité qui prit de plus en plus d'importance, procurant au journal des moyens d'existence rentables². » Aucune pièce d'archives ne permet d'en savoir plus sur les comptes du journal. Néanmoins, on sait qu'en 1896 37% des ressources du *Figaro* provenaient de la publicité.



La première réclame parue dans *L'Écho de la Lys*. (Collection Bibliothèque d'Aire-sur-la Lys. Photo Véronique Goblet)

La publicité apparaît vraiment régulièrement dans le journal à partir de 1868. Auparavant, elle s'interrompt parfois pendant plusieurs mois. En 1841, elle est absente pendant cinq mois : de juillet à septembre et de novembre à décembre. Les éditions sans publicité deviennent ensuite moins nombreuses et sur des périodes moins longues. En 1847, le mois de décembre ne connaît aucune insertion et pendant cinq semaines, du 24 janvier au 21 mars 1851, on note une absence de deux mois puis d'environ un mois en septembre. En 1849, on ne lit pas encore plus de trois ou quatre annonces lorsqu'il en paraît. Elles deviennent de plus en plus nombreuses pour atteindre plus d'une trentaine au début de 1914. Le journal accroît son format au cours de la période mais la publicité reste en page trois ou quatre. À partir de 1910, on note quelques rares incursions en page deux mais la première page est toujours réservée au contenu rédactionnel. Il n'y a qu'à partir du 23 août 1914 qu'une même insertion répétée de chaque côté du titre pour une brasserie apparaît de fait en première page. Comme le nombre des annonces augmente et que les pages du journal en sont couvertes, on constate que l'espace requis pour chaque annonce diminue. Dans les premiers temps du journal, certaines annonces occupent une place importante : le 13 juillet 1838, une demi-page est occupée par l'annonce du livre *Le Panthéon poétique* de M. Cadart, professeur au collège royal de Douai ; la semaine suivante, les assurances

L'évolution de la publicité dans L'Écho de la Lys de 1837 à 1914

L'Urbaine étalent leur annonce sur trois quarts de page. Le 20 décembre 1839, c'est encore une demi-page qui est requise par la Compagnie royale d'incendie et contre le feu du ciel. Le 30 avril 1840, une demi-page aussi est réservée au *Mémorial de Sainte-Hélène*, en cette année du retour des cendres de Napoléon aux Invalides. Le 6 novembre 1846, l'annonce pour l'ouvrage intitulé *Histoire de l'armée et de tous les régiments* s'offre un quart de page. Le 22 juin 1849, *Le Caricaturiste*, revue drolatique du dimanche, s'annonce aussi sur un quart de page. Le 1^{er} septembre 1854 paraît un grand avis sur toute la largeur de la page pour la maison Jacques Gresson, courtier en bourse, dont les bureaux sont à Paris. *Au Louvre*, grand magasin parisien, se réserve une page le 3 août 1855 pour rappeler son ouverture le 9 juillet. À partir de 1854, la publicité occupe deux pages sur quatre. Le 14 novembre 1856, *Le Voleur illustré*, journal universel, revue de la presse française et étrangère, appartenant à Émile de Girardin occupe toute la largeur du journal avec un placard d'une demi-page; ensuite la surface utilisée pour une annonce diminue au fur et à mesure que le nombre de produits promus augmente; en 1913, la plus petite annonce pour les pilules suisses ne couvre pas plus de 2 cm² sur la page du journal. Le 17 octobre 1862, le chocolat Menier couvre deux colonnes. En 1914, l'annonce ne fait plus que 4 cm². À partir de 1875, des insertions quittent la rubrique «annonces et avis» pour se retrouver en page deux au milieu des articles d'information. Dès cette année 1875, on remarque souvent qu'une grande annonce est reprise dans les numéros suivants dans une taille plus petite. Ainsi pour les *Magasins du Pont Neuf* à Paris qui vendent des costumes pour hommes, jeunes gens et enfants, qui s'offrent d'abord une demi-page puis paraissent ensuite sur un huitième de page. La même stratégie est adoptée par la farine mexicaine, remède contre les maladies de poitrine du docteur Benito Del Rio.

■ Des produits et services de plus en plus divers

On note une grande diversification des produits promus dans *L'Écho de la Lys* qui reflète la hausse progressive du niveau de vie et l'évolution des préoccupations des lecteurs.



La bicyclette cherche à se démocratiser. Les cycles Peugeot avec leur emblème le lion de Belfort annonce dans *L'Écho de la Lys*. (Collection Bibliothèque d'Aire-sur-la Lys. Photo Véronique Goblet)

Livres et journaux

Pendant les premières décennies, les annonces pour les livres et les journaux ont la part belle. Elles disparaissent peu à peu vers 1860. Les lecteurs et abonnés, souvent aisés et cultivés, formaient une cible de choix pour les éditeurs. Dès le 20 octobre 1837, on lit une annonce pour le *Dictionnaire général et grammatical* ainsi que pour tous les ouvrages édités par la société des dictionnaires. Le 15 décembre 1837, c'est *L'Almanach de France de 1838* qui est proposé au prix de 50 centimes pour un ouvrage de 196 pages. *Le Cabinet de lecture*, journal littéraire est annoncé le 6 juillet 1838. Un livre intitulé *Néophysiologie du goût par ordre alphabétique ou dictionnaire général de la cuisine française*, à vendre chez les libraires est annoncé le 5 juillet 1839. Puis la semaine suivante et pour quelques autres, le livre *Poids et mesures, exposition du nouveau système* par Auguste Toffart, bibliothécaire de la ville d'Aire, se vend chez Guillemain, libraire et relieur, rue de Saint-Omer dans la même ville. Le 18 octobre, de la même année paraît l'annonce pour un traité *Claudius, histoire, philosophie, sciences, voyages...*, 28 vol., in-24.

Banques et assurances

Assez nombreuses et variées au début du journal, les annonces pour des transactions financières se raréfient en fin de période. Le 26 juillet 1838, l'éditeur propose une annonce pour des actions de la Société houillère du Nord de la France. Cette société fait un premier sondage à Fléchin, près d'Aire. Nous sommes dans les premiers temps de la grande épopée du charbon ! Les annonces pour proposer une assurance contre les risques du tirage

au sort face aux obligations du service militaire se multiplient. Ce système du remplacement durera jusqu'en 1872.

Matériel industriel et agricole

Le 24 avril 1857, la machine à vapeur fait son entrée, cette fois pour l'usage de scierie mécanique et mouture de grains. Le 17 mai 1872, une annonce paraît pour des moissonneuses fabriquées quai de Jemmapes à Paris. Le 15 mai 1890, on annonce la vente de vélocipèdes en tous genres et de toutes marques.

Habillement et soin

Les vêtements étaient le plus souvent confectionnés à la maison si l'on en croit les nombreuses annonces pour des ventes de tissus. Aussi, peu à peu, les annonces pour des machines à coudre en ateliers ou à la maison apparaissent-elles. Cependant la vente par correspondance se fait jour. *Au Petit Saint Thomas*, enseigne parisienne publiée, dès 1844, une annonce proposant des échantillons et le retour des articles qui ne conviennent pas.

La publicité pour les soins à la personne devient fréquente. En 1856, plusieurs annonces sont consacrées à la beauté des cheveux. Le 7 novembre, on vante *L'eau tonique, parachute des cheveux*, de Chalmyn à Rouen. Le 28 novembre, c'est au tour de la *Pommade des châtelaines ou l'hygiène du Moyen Âge* contre la chute des cheveux et contre le blanchiment. Le 9 août 1861, *L'eau indienne* promet de supprimer les cheveux blancs et de teindre en toutes nuances, à la minute, les cheveux et la barbe. Jusqu'en 1914, on vante aussi les produits *Royal Windsor, Melrose* et le régénérateur universel des cheveux de Madame S.A. Allen.

L'évolution de la publicité dans L'Écho de la Lys de 1837 à 1914

Alimentation

Peu présents en début de période, les produits alimentaires deviennent vite prédominants ainsi que les boissons même celles qui sont alcoolisées. Le 8 janvier 1847, M. Bassecourt, brasseur, prévient les cabaretiers d'Aire qu'il leur fournira de la bière forte, rendue à domicile à raison de 15 F l'hectolitre ou 22 F la tonne. Les produits agro-alimentaires font leur apparition avec les marques répétées pour le chocolat *Menier*, le bouillon *Maggi*. On vante aussi les produits vendus dans les épiceries Félix Potin.

Santé

Les médicaments et les annonces pour la santé, présentes tout au long de la période, se multiplient encore dans les années 1900. La première publicité parue dans notre journal concernait les maux de dents. En 1890, ce sont les pères bénédictins qui illustrent l'annonce pour la guérison de ceux-ci. Le 13 janvier 1876, une



Un grand classique de la réclame : la guérison des maux de dents. (Collection Bibliothèque d'Aire-sur-la Lys. Photo Véronique Goblet)

faciales, l'insomnie et pour combattre la phtisie laryngée et toutes affections des voies respiratoires. Dépôt dans les principales pharmacies. Le 28 mars 1895, paraît une première publicité pour le papier d'Arménie qui se répètera souvent jusqu'en 1914. Le produit se vend encore de nos jours. Le 6 décembre 1906, c'est l'alcoolisme que *La lazarine*, sous forme de poudre à répandre dans les aliments ou la boisson, prétend combattre.

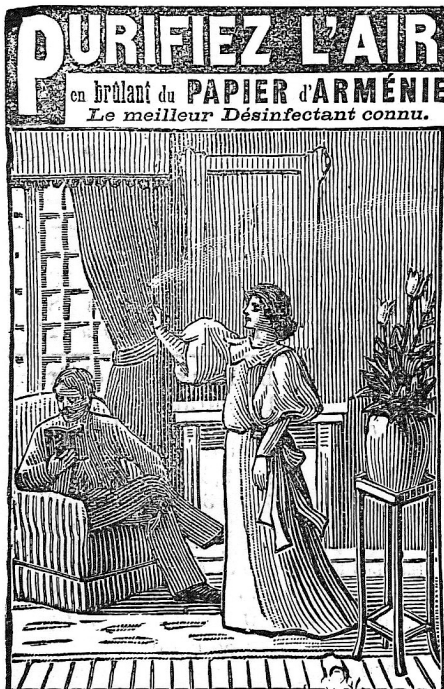
Des messages en mutation

L'argument de la nouveauté est présent dans la mode vestimentaire. Cet argument est bien sûr aussi avancé pour les inventions. La propriété des marques de fabrique sera définie par les lois du 23 juin 1837 et du 27 juin 1857. Dès le 5 octobre 1838, une annonce paraît pour un stylo à plume en cuivre, poli et bruni, vendu par correspondance au prix de 15 F. L'annonce indique qu'il s'agit d'une découverte brevetée. Les arguments évoluent, ainsi en est-il pour le chocolat *Menier*. Le 11 juillet 1856, l'entreprise communique sur le chiffre de sa vente annuelle qui dépasse le million de kilogrammes. Quinze jours plus tard, elle met en avant l'usine hydraulique de Noisiel-sur-Marne, les médailles d'or et d'argent reçues, avec cet avis : *Le succès du chocolat Menier suit toujours une marche ascendante. La fabrication loyale et très soignée de ce produit, ses qualités alimentaires spéciales le fait rechercher autant par les malades que par les vrais amateurs de chocolat.* Consacrée première chocolaterie au monde en 1893, l'entreprise Menier assure la moitié du chocolat en France.

Les contrefaçons, empruntant des noms voisins, sont nombreuses. À partir du 10 janvier 1878, on voit simplement apparaître dans les colonnes du journal un petit encart avec le seul nom de la marque et ces mentions : *Évitez les contrefaçons et exigez le véritable nom.* Ces deux slogans sont répétés jusqu'en 1914.



La réclame au service d'une grande cause, la lutte contre l'alcoolisme. (Collection Bibliothèque d'Aire-sur-la Lys. Photo Véronique Goblet)



Belle mise en scène pour le papier d'Arménie. (Collection Bibliothèque d'Aire-sur-la Lys. Photo Véronique Goblet)

annonce étonne : elle vante les cigarettes indiennes au cannabis indica, soi-disant efficaces contre les plus violents accès d'asthme, la toux nerveuse, l'enrouement, l'extinction de voix, les névralgies

Le recours à l'illustration, fréquent à partir de 1880 sous forme de dessins imprimés, fait place à partir de 1905 à de véritables clichés. La réclame pour les pilules Pink innove en ce domaine. Au-delà de la Première Guerre mondiale, la publicité continuera dans les pages de *L'Écho de la Lys*. Mais d'autres médias se joignent à la presse écrite pour diffuser la publicité ; la radio à partir de 1920 puis la télévision à partir de 1968 et depuis moins de deux décennies le web élaboreront de véritables campagnes de publicité.

Marie OUDAR

Marie Oudar est professeur d'histoire-géographie honoraire

Remerciements à Véronique Goblet, bibliothécaire de la ville d'Aire-sur-la Lys.

1. Jean-Noël Jeanneney, «Le duel Carrel-Girardin», *L'histoire*, n° 342, mai 2009, p. 88-89.
2. Pierre Kerlévéo, «Une ville et son journal», *Nouvelles chroniques locales, revue historique et culturelle d'Aire et de sa région*, n° 4, 1990, p. 21.

Bibliographie

de la presse régionale

Soyez précis : auteur(s), titre de l'ouvrage (ou de l'article), lieu de publication et éditeur, (ou périodique dans lequel vous avez trouvé ces renseignements), date et page(s), illustrations, etc. N'omettez pas de préciser de quel journal, magazine, revue il est parlé dans ce livre ou cet article, si ce renseignement n'apparaît pas clairement dans le titre, et le lieu d'édition du périodique. N'hésitez pas à joindre un commentaire explicatif.

GÉNÉRALITÉS SUR LA PRESSE RÉGIONALE

- Fourgeaud-Lagrèze, Napoléon, *La Petite presse en province*, C. Condon, Ribérac, 1869, In-16, 244 p. (Fourgeaud-Lagrèze donne là des conseils aux «journalistes» de province. À lire sur Gallica)
- Matagrín, Amédée, *De la nécessité d'une presse gouvernementale et des moyens de l'organiser librement pour la défense de l'ordre social, des institutions et de la politique impériale, mémoire suivi de quelques considérations sur la situation actuelle de la presse gouvernementale à Paris et en province*, Périgueux : impr. d'A. Boucharie, 1862, In-8°, 32 p. (Matagrín était rédacteur en chef du *Périgord*. À lire sur Gallica)
- Nitot ! ; «Watkins : en lutte contre les médias de masse», *La Brique*, n° 25, janvier 2011, p. 6
- Perrot, Michelle, «La presse syndicale des ouvriers mineurs (1800-1914) : notes pour un inventaire», *Le Mouvement social*, n° 43, p. 93-115
- Rochetaillée, baron Bon Vital de, *Rapport sur la presse de province, extrait des comptes rendus de l'assemblée générale des Comités catholique de France*, par M. le baron Vital de Rochetaillée, Paris, Bureau du Comité catholique de Paris, 1873, In-8°, 24 p. (M. le baron donne des conseils pour diminuer le coût de fabrication de la presse de province. À lire sur Gallica)
- Ternisien, Xavier, «La recomposition de la presse quotidienne régionale va s'accélérer», *Le Monde*, 30 novembre 2010, p. 12
- Ternisien, Xavier, «En panne de croissance, les journaux gratuits lorgnent sur la province», *Le Monde*, 30 novembre 2010, p. 12
- {COMAREG-Hebdoprint}; Petit, Jean-Marc, «La COMAREG en liquidation judiciaire : près de 150 emplois supprimés dans la région», *La Voix du Nord*, 2 novembre 2011, p. 31
- {COMAREG-Hebdoprint}; Ternisien, Xavier, «Comareg, qui édite *Paru-Vendu* s'oriente vers la liquidation judiciaire», *Le Monde*, 3 novembre 2011, p. 20 [Tractations entre Hersant et groupe Rossel]
- {COMAREG-Hebdoprint}; «Mobilisation aujourd'hui des salariés de l'imprimerie Hebdoprint», *La Voix du Nord* (éd. Lambersart-Lomme), 9 novembre 2012
- {COMAREG-Hebdoprint}; Brun, Thierry, «Tendance "Scop"», *Politis*, 12 janvier 2012, p. 9-10
- {COMAREG-Hebdoprint}; Leroy, Sébastien, «Hebdoprint/Comareg : la vie après *Paru Vendu*», *Nord Éclair*, 22 février 2012, p. 8

ÉCOLES DE JOURNALISME

- {E.S.J. Lille}; «Égalité des chances : à l'E.S.J. de Lille, des apprentis journalistes dans une prépa gratuite qui paie», *La Voix du Nord*, 1^{er} octobre 2010

La Société des Amis de Panckoucke poursuit sa publication d'une bibliographie sur la presse du Nord et du Pas-de-Calais. Bernard Grelle est chargé de cette rubrique. Transmettez-lui les références que vous découvrirez (grellebernard@wanadoo.fr, ou à Société des Amis de Panckoucke, 31, avenue de la Gare Wambrechies).

- {E.S.J. Lille}; Leroy, Sébastien, «Leçon du patron de Radio France aux apprentis journalistes», *Nord Éclair*, 13 septembre 2010, p. 9
- {E.S.J. Lille}; «L'E.S.J. cherche une accroche pour maintenir l'équilibre», *La Voix du Nord*, éd. métropole, 4 février 2011, p. 4
- {E.S.J. Lille}; «Georges Potriquet président par intérim», *La Voix du Nord*, 5 février 2011, p. 43
- {E.S.J. Lille}; «L'E.S.J. se donne un président par intérim et se donnera un cap et un capitaine», *La Voix du Nord*, 5 février 2011, p. 13

ÉGLISES ET PRESSE

- Rochetaillée, baron Bon Vital de, *Rapport sur la presse de province, extrait des comptes-rendus de l'assemblée générale des Comités catholique de France*, par M. le baron Vital de Rochetaillée, Paris, Bureau du Comité catholique de Paris, 1873, In-8°, 24 p. À lire sur Gallica

LA PRESSE À L'ÉCOLE

- {Hem, collège Saint-Paul}; Poizot, Agnès, «*Saint-Paul ExPress*, nouvelle presse du collège [Saint-Paul de Roubaix]», *Nord Éclair*, 21 février 2011, p. 17
- {Hem, collège Saint-Paul}; Pigny, Alexandra, Houzé, Philippe photos, «D'articles en maquettes, ils ont fabriqué un vrai journal pour leur collège [Saint-Paul ExPress]», *Le Nord*, n° 246, mai 2011, p. 24
- {Roubaix, Citéo}; Pommier, Delphine, «Des collégiens s'immergent dans le monde de la presse», *Nord Éclair*, 21 mai 2012, p. 12

HOMMES ET FEMMES DE PRESSE

Généralités

- {Visse, Jean-Paul}; «La conquête de la dignité matérielle et morale dans la presse régionale», *Eulalie : Médiathèques, libraires et lecteurs en Nord-Pas-de-Calais*, n° 5, 2008, p. 113-120

Femmes et hommes de presse par ordre alphabétique

- {Arnaud Dominique}; «L'ermite du Gris-Nez» *L'Écho du Pas-de-Calais*, n° 26, septembre 2001
- {Baron, Bernard}; Vincent-Chaissac, Philippe, «Appareillage immédiat», *L'Écho du Pas-de-Calais*, n° 85, juin 2007
- {Bracke, Alexandre, dit Bracke-Desrousseaux}; Beregeri, Théodore, «Bracke, socialiste et humaniste», *L'Ours*, n° 222, août-septembre 1991, p. 8-9
- {Cuvelier, Roland}; «Avec Cuvelier à Tourcoing : Histoires de voir notre histoire», *La Voix du Nord*, 20 juillet 1990, p. 1-221
- {Delambre, Jean-Michel}; Griffon, Marie-Pierre, «Jean-

Bibliographie de la presse régionale

Michel Delambre, humour noir sur page blanche», *L'Écho du Pas-de-Calais*, n° 47, septembre 2003

■ {Demora Steeven}; «Deux journalistes de *La Voix du Nord* dans le palmarès du Club de la presse», *La Voix du Nord*, 21 octobre 2011, p. 5

■ {Deshayes, Pierre}; Duhamel, Jean-Marie, «La mort de Pierre Deshayes, Compagnon de la Libération, ancien directeur des ventes de *La Voix du Nord*», *La Voix du Nord*, 27 octobre 2011, p. 6

■ {Dumont, Serge}; Dussart, Éric, «Serge Dumont, libéré après trois jours d'angoisse, raconte le chaos et la peur», *La Voix du Nord*, 5 février 2011, p. 37

■ {Estager, Jacques 1921-1987}; *De "Liberté" à "Liberté" en toute liberté, 156 éditoriaux de Jacques Estager, 5 octobre 1945-14 mars 1985*, Roubaix, Geai bleu éd., 2006 254 p., ill., couv. ill.; 27 cm, 2006

■ {Herbart, Pierre}; Renard, Paul, «Une vie romanesque: Pierre Herbart (1903-1974)», *Eulalie, la revue*, n° 5, octobre 2010, p. 23

■ {Jaoua, Ezzeddine}; «Ancien journaliste à *La Voix du Nord*, Ezzeddine Jaoua n'est plus», *La Voix du Nord*, 30 décembre 2010, p. 3

■ {Lécuyer, Julien}; «Deux journalistes de *La Voix du Nord* dans le palmarès du Club de la presse», *La Voix du Nord*, 21 octobre 2011, p. 5

■ {Lecluyse, Frédéric}; Osiris, «Frédéric Lecluyse, ou les tribulations d'un fait-diversier de choc», *La Brique*, n° 25, janvier 2011

■ {Leroy, Jacques}; Defrance, Christian, «Jacques Leroy, journaliste, homme de théâtre et écrivain», *L'Écho du Pas-de-Calais*, n° 103, septembre 2009

■ {Mordacq, Eugène}; Griffon, Marie-Pierre, «Eugène Mordacq: voyage au bout de l'écriture», *L'Écho du Pas-de-Calais*, n° 61, février 2005

■ {Toulemonde, Jacques}; Tonnerre, Delphine, «Jacques Toulemonde, un homme engagé, est décédé», *Nord Éclair*, 7 décembre 2010 [co-fondateur de la revue *L'enfant et la vie*, en relation avec la méthode d'éducation Montessori]

■ {Werkman, Franck}; Defrance, Christian, «Franck Werkman respire à Salvecques», *L'Écho du Pas-de-Calais*, n°89, janvier 2008

JOURNAUX PAR TITRES

1914-1918

■ Reboux Mme, «Journaux aux pays envahis», *Les Annales*, n° 1771, 3 juin 1917

La presse sous l'Occupation, de 1939 à 1944

■ {Les Petites Ailes}; Mulliez, Jacques-Yves, *Ma guerre secrète: Résistance pétainisme et presse clandestine*, préf. Jacques Duquesne, Lille, Les Lumières de Lille, 2010, 187 p.

■ {Les Petites Ailes}; Vandebussche, Robert, «Ma guerre secrète, Jacques Yves Mulliez», *Eulalie, la revue*, n° 5, octobre 2010, p. 7

1945 et après

■ {La Brique}; «La Brique n'est pas...», *La Brique*, n° 24, octobre 2010, p. 3

■ {La Brique}; Collectif de rédaction, «PQ(R). *La Voix du Nord* nous met au tribunal!», *La Brique*, n° 26, p. 3

■ {La Brique}; Collectif de rédaction, «Pour 3000 dollars de plus», *La Brique*, n° 30, janvier-février 2012, p. 3

■ {La Brique}; Collectif de rédaction, «La Brique, trentième», *La Brique*, n° 30, janvier-février 2012, p. 3

■ {La Brique}; «Le procès de La Brique n'aura pas lieu... enfin presque», *La Brique*, n° 30, janvier-février 2012, p. 17-18

■ {Le Clip}; «Clap sur *Le Clip*», *Nord Éclair*, 3 octobre 1991 (*Le Clip*: journal des employés de la mairie de Roubaix, en fait édité par la ville)

■ {Le Saint-Paul ExPress}; Poizot, Agnès, «Saint-Paul ExPress, nouvelle presse du collège [Saint-Paul de Roubaix]», *Nord Éclair*, 21 février 2011, p. 17

■ {Pays du Nord Magazine, 1994-...}; «Spécial 100, 150 pages!», *Pays du Nord Magazine: Tourisme-patrimoine-Art de vivre*, n° 100, 150 p. («Pays du Nord: qui sommes-nous», p. 6-16; «17 ans d'images, nos photographes se dévoilent», p. 20-41; «N° 1: une voie emblématique du Nord», p. 42-50

■ {Quoi de neuf sur ma planète?}; «Quoi de neuf sur ma planète?», *Val'Métropole, le magazine de votre communauté d'agglomération*, n° 30, automne 2010, p. 19. (*Quoi de neuf...* est un trimestriel pour les 6-11 ans du Valenciennois)

■ Deuxième journée d'études de la Société des Amis de Panckoucke

Après la première journée d'études organisée par la Société des Amis de Panckoucke en janvier 2011 aux Archives départementales du Nord, à laquelle une soixantaine de personnes participèrent, rendez-vous avait été pris pour une nouvelle rencontre. Promesse tenue, celle-ci aura lieu en février 2013, cette fois dans le Pas-de-Calais.

Le Conseil général accueillera cette deuxième journée d'études, ouverte à tous, mercredi 6 février, de 14 heures à 17 heures, à l'hôtel du département, salle L'Authie, rue Ferdinand Buisson, à Arras. Après la présentation de notre association, cinq communications seront proposées pour découvrir de nouveaux «Aspects de la presse du Nord-Pas-de-Calais»:

■ «Presse officielle et presse officieuse du diocèse d'Arras aux XIX^e et XX^e siècles, dans les collections des archives diocésaines» par Michel Beirnaert, ancien archiviste du diocèse

d'Arras, secrétaire de la Commission départementale d'histoire et d'archéologie du Pas-de-Calais

■ «La presse agricole» par Marie-Christine Allart, enseignante et chercheuse

■ «Un journal arrageois pendant l'occupation: *Le Courrier du Pas-de-Calais*» par Jean-Paul Visse, président de la Société des Amis de Panckoucke

■ «La presse arrageoise au lendemain de la Libération» par Nelly Dupré, secrétaire de l'Académie d'Arras

■ «La numérisation d'un corpus de presse ancienne locale» par Esther De Climmer, directrice de la médiathèque et des Archives municipales de Roubaix.

Chaque communication sera suivie d'une discussion avec le public. L'entrée est libre.

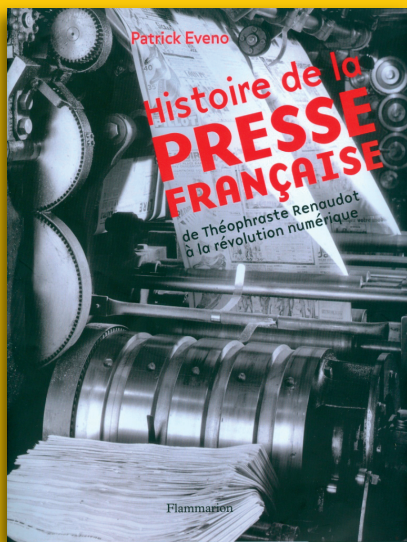


La vie des médias dans la région

Nos sociétaires publient...

■ Histoire de la presse française, de Théophraste Renaudot à la Révolution numérique

Voilà un livre que tous les abonnés de *L'Abeille* devraient avoir dans leur bibliothèque ! Patrick Éveno, enseignant à l'ESJ de Lille et auteur d'une dizaine de titres consacrés à la presse, publie ici un ouvrage de référence passionnant et agréable à parcourir. Écrit par un spécialiste, mais accessible au plus grand nombre, ce beau livre abondamment et richement illustré, retrace quatre siècles d'aventures. C'est le mot qui convient, car l'histoire de la presse est une véritable saga avec ses héros et ses personnages de l'ombre. Depuis Théophraste Renaudot, le précurseur, jusqu'à Robert Hersant ou Serge July, le monde des journaux a vécu une succession de bouleversements, de scandales, de succès et d'échecs. Ce sont ces péripéties que nous raconte Patrick Éveno. De multiples entrées de lecture permettent de passer d'un court chapitre à un autre, retraçant l'histoire de certains titres disparus ou oubliés, dressant une série de portraits d'hommes de presse,



comme le Boulonnais Jules Huret, spécialiste de l'interview au début du XX^e siècle, Jean Prouvost, le patron de *La Lainière* de Roubaix, créateur de *Marie-Claire* et *Paris-Match*, ou Émilien Amaury, l'homme du *Parisien* et de *L'Équipe*. Jamais pontifiant, l'auteur se base sur des faits et des données économiques pour nous conter ces grands et petits moments de l'histoire des journaux français. On y croise les

grands noms du journalisme (Albert Londres, Kessel, Lazareff, Filipacchi), des éditorialistes de renom (Zola, Clemenceau, Jaurès), on y apprend pas mal de choses (les tirages des quotidiens du XIX^e siècle laissent rêveur), on s'en remémore d'autres (l'Affaire Dreyfus, les scandales de l'entre-deux-guerres), on rêve devant les unes historiques, les cartes postales, photos et divers objets publicitaires... Vous l'aurez compris, ce bouquin est le cadeau idéal ! Deux regrets : l'auteur concentre son travail sur la presse parisienne et évacue la PQR en quelques pages ; il manque un index des noms cités pour pouvoir retrouver rapidement personnages et anecdotes...

Gilles GUILLON

Histoire de la presse française, de Théophraste Renaudot à la Révolution numérique, Patrick Éveno, Flammarion, 272 pages, 39,90 €

■ Un nouveau magazine automobile

Édité par *La Gazette Nord-Pas-de-Calais*, un nouveau magazine gratuit, entièrement consacré à l'automobile, vient de faire son apparition dans la métropole lilloise. Sur trente-six pages, *GrandLille.auto* propose des « news », des essais des



derniers modèles, des conseils techniques, les dernières innovations high tech, etc. Ce trimestriel, tiré à 40 000 exemplaires, est réalisé sous la direction de Philippe Schröder, ancien rédacteur en chef de *La Gazette*, et a pour principal rédacteur Guillaume Cugier qui avait lancé au début de l'année 2012 *Terre du Nord*.

■ Wéo change de rédacteur en chef

Wéo, la télé régionale « portée par *La Voix du Nord* avec le soutien du Conseil régional » change de rédacteur en chef. En place depuis le lancement de la chaîne sur le canal 19 de la TNT en avril 2009, Jean-Marc Rivière est nommé rédacteur en chef adjoint du quotidien régional où il avait été chef de la rédaction locale de Lille. Il est remplacé par Pierre-Jérôme Montenot qui était rédacteur en chef adjoint.

■ L'ESJ de directeur

Le 1^{er} janvier 2013, Pierre Savary, directeur des études, succèdera à Marc Cappelle à la direction de l'École supérieure de journalisme de Lille. Il sera secondé par Yves Renard, actuel directeur du développement.

■ Et l'AFP Lille de chef

Bernard Bollenbach, le chef du bureau lillois de l'AFP, a passé le relais le 1^{er} décembre, à Pascal Mallet. Tout comme son prédécesseur, le nouveau directeur a été en poste à Washington, Bruxelles, Moscou et au desk parisien.

Le bureau lillois compte sept rédacteurs et membres de l'encadrement, quatre photographes et deux cameramen. Il couvre l'actualité de la région Nord-Pas-de-Calais et une partie des régions Picardie et Champagne-Ardenne.

en bref...

L'abeille Revue éditée par la Société des Amis de Panckoucke, 31, avenue de la Gare 59118 Wambrechies ■ ISSN : 1959-0245 ■ Directeur de la publication : Jean-Paul Visse ■ Ont participé à ce numéro : Marie-Christine Allart, Roland Allender, Philippe Bootz, Bernard Grelle, Laurie Larvent, Gilles Guillon, Marie Oudar, Jean-Paul Visse ■ Maquette : Triangle Bleu ■ Abonnements (3 numéros par an) : 15 € ■ Vente sur demande à la Société des Amis de Panckoucke ■ Avertissement : les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs ■ L'ensemble doit être adressé à l'adresse électronique suivante : labeille5962@orange.fr ■ Les photos qui accompagnent les textes doivent être libres de droit ■ Blog : www.panckoucke.org